[texte d'une conférence prononcée le 9 janvier 2003]

L'AMERIQUE ATTAQUE ! LE CAPITAL DEVIENT FOU !

Alain de Benoist

Dans quelques semaines, vraisemblablement aux alentours du 15 mars, un déluge de fer et de feu s'abattra sur le peuple irakien. Pour qu'il en aille autrement, il faudrait un véritable miracle : jamais une guerre des temps modernes n'aura été aussi clairement annoncée. 70 000 hommes sont déjà sur place, 50 000 autres doivent les rejoindre dans les jours qui viennent. Au total, le contigent anglo-américain devrait comprendre près de 250 000 hommes. La machine de guerre américaine se prépare d'ores et déjà à livrer une guerre que désapprouvent sans ambiguïté les trois-quarts des Européens et des Français.

Cette réprobation s'explique d'abord par le caractère mensonger des motifs allégués pour justifier cette nouvelle opération guerrière.

L'Irak, petit pays de 24 millions d'habitants, ne menace aujourd'hui strictement personne. Il en serait bien incapable. Les bombardements contre lui ont fait plus de 200 000 morts en 1991. La quasi-totalité de l'industrie irakienne a été détruite. D'innombrables écoles, maternités et hôpitaux ont été rasés. L'embargo a ensuite empêché l'Irak de se reconstruire. Il a provoqué la mort, surtout par malnutrition, d'un demi-million d'Irakiens, en grande majorité des enfants. Dans ce pays ravagé par la guerre et l'embargo, l'ONU a fait procéder pendant huit ans à plus de 13 500 inspections à la faveur desquelles tout outillage qui aurait pu encore permettre de produire des armes a été détruit. L'Irak a été bombardé régulièrement. Sa population est minée par les maladies et les déficiences alimentaire. Ses forces militaires représentent à peine le tiers de ce qu'elles étaient avant 1991. Il serait bien étonnant, dans ces conditions, qu'il possède des « armes de destruction massive », et plus étonnant encore qu'il ait l'intention de les employer.

L'Irak a été sommé de prouver qu'il ne possède pas de telles armes. Mais chacun sait qu'on ne saurait faire la preuve de ce qui n'existe pas. En réalité, les Etats-Unis ont enfermé l'Irak dans une situation de « double lien » (*double bind*), c'est-à-dire dans une situation où il est automatiquement perdant : soit on lui fera la guerre parce qu'on aura démontré qu'il possède des armes de

destruction massive, soit on lui fera la guerre parce qu'il n'aura pas pu démontrer qu'il n'en possède pas ! Quant aux Etats-Unis, qui possèdent, eux, le plus important stock planétaire d'armes de destruction massive, et qui n'ont cessé de s'en servir, nul ne songe apparemment à leur réclamer de faire eux-mêmes la preuve de ce qu'ils affirment. Comme l'a dit joliment Richard Perle, président du Defense Policy Board du Pentagone, « les inspecteurs pourront toujours dire qu'ils n'ont rien trouvé, mais ils ne pourront pas dire qu'il n'y avait rien à trouver » (1)

Les armes de destruction que l'Irak a pu posséder dans le passé, les pays occidentaux les connaissent d'autant mieux que ce sont eux qui les lui ont fournies. Rappelons que c'est Jacques Chirac, alors Premier ministre, qui fit visiter à Saddam Hussein en juillet 1975 les installations atomiques françaises de la vallée du Rhône. Quatre mois plus tard, en novembre, Paris fournissait à Bagdad une, puis deux centrales nucléaires. Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne ne furent pas en reste. Dans les années quatre-vingt, ce sont les Américains qui encouragèrent l'Irak à attaquer l'Iran en lui fournissant des renseignements collectés par leurs satellites. Ce sont eux, ensuite, qui fournirent au régime de Bagdad toutes les armes, y compris bactériologiques et chimiques (2), dont celui-ci avait besoin pour faire la guerre à Téhéran, espérant que ce conflit qui a fait plus d'un million de morts, affaiblirait simultanément les deux belligérants.

A la vérité, un seul pays dans cette région du monde possède des armes de destruction massive, biologiques, chimiques, bactériologiques et nucléaires (3). C'est l'Etat d'Israël, qui s'est toujours refusé, sans que personne ne s'en émeuve, à ce que ses installations soient soumises au moindre contrôle.

La guerre contre l'Irak n'a rien à voir non plus avec la lutte contre le terrorisme. Ce sont d'ailleurs les Américains eux-mêmes qui, en 1984, avaient rayé l'Irak de la liste des pays soutenant le terrorisme. Pays laïc, l'Irak est probablement aujourd'hui le seul pays arabe qui n'a aucun lien avec les réseaux terroristes islamistes. Quinze des dix-neuf auteurs supposés des attentats du 11 septembre étaient des Séoudiens. Aucun n'était Irakien. Quant à Oussama Ben Laden, il a lui-même constamment dénoncé Saddam Hussein comme un « apostat ».

Cette guerre, enfin, est totalement injustifiable du point de vue du droit international. L'art. 2 de la Charte des Nations-Unis interdit en effet d'« utiliser la force ou de menacer l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout pays », les art. 41 et 42 stipulant également qu'aucun Etat-membre n'a le droit d'en attaquer un autre ni même d'utiliser la force pour faire appliquer une résolution sans l'accord explicite du Conseil de Sécurité. Il en résulte que toutes les attaques entreprises depuis 1991 contre l'Irak sont illégales au regard du droit international.

La majorité des pays du monde, à commencer par les pays voisins de l'Irak et certains alliés de Washington, ont prévenu les Américains qu'en déclenchant une nouvelle guerre contre Bagdad, ils risquaient d'ouvrir la boîte de Pandore, de déstabiliser tout le Proche-Orient, de provoquer une nouvelle flambée de terrorisme. Mais en vain. Rien ne peut apparemment ralentir l'aveugle fuite en avant de la machine de guerre américaine (4). Quelle que soit l'attitude de Bagdad, quelles que soient les conclusions des inspecteurs de l'ONU, cette machine est lancée. Des plans d'occupation de l'Irak, en grande partie calqués sur le plan d'occupation du Japon mis en œuvre en 1945 par le général Douglas MacArthur, ont même déjà été arrêtés.

Mais la guerre contre l'Irak n'est sans doute elle-même qu'un début. Le néoconservateur américain Norman Podhoretz demandait récemment que l'« axe du mal » soit étendu, non seulement à l'Autorité palestinienne, mais à la Syrie, au Liban, à la Libye, à l'Arabie séoudite et à l'Egypte (5). Après Bagdad, ce sera donc le tour de Damas, de Téhéran, de Ryad, de Tripoli. Certains parlent déjà de morceler tous les pays du Proche-Orient pour en faire de mini-Etats pétroliers sous contrôle américain, à mi-chemin du petit émirat et du protectorat. Robert Kagan écrit ainsi : « Les Etats-Unis sont sur le point de décider d'un engagement à long terme en Irak et au Proche-Orient qui ne sera pas sans ressembler à ce que nous avons fait au Japon il y a un demi-siècle. L'idée alors n'était pas seulement de se débarrasser d'un pouvoir impérial japonais agressif ; il s'agissait de reconstruire la politique et la société japonaises grosso modo à l'image de l'Amérique [...] Presque soixante ans plus tard, il y a toujours des troupes américaines au Japon [...]Si les Etats-Unis vont en Irak, mieux vaut qu'ils soient prêts à y rester aussi longtemps qu'il sera nécessaire ».

A terme, l'objectif pourrait être de reconstituer sous l'autorité de Washington le Pacte de Bagdad de 1955, qui comprenait les régimes inféodés du Pakistan, de l'Iran, de l'Irak et de la Turquie.

Pourquoi un tel acharnement ? Les motifs sont évidemment multiples. En attaquant l'Irak, les Etats-Unis veulent de toute évidence répondre à la demande de leur allié israélien. Ils ambitionnent aussi un de remodeler complètement la région dans un sens plus conforme à leurs intérêts. Mais la raison principale de leur politique guerrière est éminemment concrète. Cette raison, c'est le pétrole.

Dès à présent, le pétrole représente 40 % de la consommation d'énergie totale dans le monde. Et ce poids va encore s'alourdir, puisque la demande mondiale de pétrole, qui est passée entre 1973 et 2002 de 57 à 75 millions de barils par jour, devrait encore croître de 50 % au cours des vingt prochaines années. On comprend par là même que « le pétrole est la clef de voûte du système économique mondial et commande sur le long terme les rapports de force entre les puissances. Qui peut peser sur la production, la circulation et

les prix du pétrole, peut orienter le système mondial » (6).

Les Etats-Unis, qui assuraient en 1929 près des trois-quarts de la production de pétrole dans le monde, sont devenu importateurs net en 1948. A l'heure actuelle, bien qu'ils ne représentent que 5 % de la population de la planète, ils absorbent à eux seuls plus du quart de la consommation mondiale, alors que leur propre production ne cesse de baisser. En 2020, ils devront importer 17 millions de barils par jour, contre 11 millions aujourd'hui. A cette date, leurs besoins de pétrole importé atteindront 66 % du total de leur consommation, contre 44,6 % en 1997 et 53 % en 2000. Les réserves de pétrole étant limitées, il leur est donc vital de s'assurer de nouveaux débouchés et, parallèlement, de diversifier leurs approvisionnements (7).

Tel est précisément l'objectif que s'est fixé l'actuelle administration américaine. Publié en mai 2001, un document rédigé par l'actuel vice-président Dick Cheney, le *National Energy Policy Report*, énonçait clairement deux priorités : la diversification des approvisionnement en matière de pétrole et l'acquisition de réserves supplémentaires pour répondre à l'augmentation des besoins au cours des vingt-cinq prochaines années (8).

Dans cette perspective, le Proche-Orient joue un rôle essentiel, car ses réserves sont les plus importantes du monde et ses coûts d'exploitation les moins onéreux. (Le pétrole d'Arabie séoudite coûte 2 dollars le barril, tandis que celui du Venezuela en coûte 5). L'Irak dispose des deuxièmes réserves pétrolières prouvées du monde (115 milliards de barrils), derrière l'Arabie séoudite. Certaines estimations portent même le volume de ces réserves à 250 milliards de barrils, car plus de 90 % du sous-sol irakien est encore inexploré (9). Ce pétrole de très bonne qualité est en outre d'un transport aisé et d'un coût d'extraction très bas. Mettre la main sur le pétrole irakien représente donc pour les Etats-Unis un enjeu de première importance. Et le temps presse, car les relations entre Washington et l'Arabie séoudite se sont détériorées ces dernières années, alors que le traité d'alliance signé entre les deux pays arrive à échéance en 2005.

Placé sous protectorat américain, la production de pétrole en Irak pourrait rapidement doubler, ce qui permettrait aux Américains —qui paient déjà leur pétrole à un prix inférieur à celui du marché du seul fait que ce prix est libellé dans leur propre monnaie (les « pétrodollars ») —d'abaisser les prix du brut, d'affaiblir les pouvoirs de l'OPEP, et de s'émanciper de leur dépendance vis-à-vis de l'Arabie séoudite. Un gouvernement aux ordres des Américains laissera le vainqueur exploiter à sa guise le pétrole local, en augmenter la production et le transporter où il le voudra. Les grands groupes pétroliers pourront alors conclure avec l'Irak occupé des accords de partage de la production (*production sharing agreement*) que le Koweït, par exemple, leur a toujours refusés (10). Il est d'ailleurs déjà prévu que les contrats passés ces dernières années entre les sociétés pétrolières et l'Irak seront annulés.

Ahmed Chalabi, dirigeant du Congrès national irakien (un regroupement de l'opposition irakienne financé par les firmes pétrolières américaines), a indiqué qu'après la chute de Saddam Hussein, les implantations de consortiums américains seront favorisées et que les contrats antérieurs seront déclarés nul et non avenus.

Cependant, en s'efforçant de prendre le contrôle du pétrole irakien, les Américains visent encore un autre objectif, plus important encore que celui qui consiste à assurer leurs approvisionnements. Cet objectif est de contrôler les ressources énergétiques dont vont dépendre dans les décennies qui viennent les économies de leurs principaux concurrents, à commencer par la Chine.

Malgré les difficultés du Japon, l'Asie est aujourd'hui la région économiquement la plus dynamique du monde. La Chine, le pays le plus peuplé du planète, s'avère être le seul qui puisse rivaliser avec les Etats-Unis à l'horizon des quinze ou vingt prochaines années, ce qui explique qu'il soit fréquemment désigné comme un ennemi potentiel dans les documents officiels américains (11). Avec un taux de développement réel de 10,2 % par an, la croissance économique chinoise est actuellement phénoménale. En 1998, elle représentait déjà 11,5 % du PIB mondial. En 2015, le marché intérieur chinois pourrait atteindre la dimension cumulée des marchés de l'ALENA et de l'Union européenne élargie. Mais la Chine est aussi un pays largement dépendant de son approvisionnement pétrolier. La Chine n'est que faiblement productrice de pétrole. Depuis 1993, elle est importatrice net. Aujourd'hui troisième consommateur énergétique mondial, elle a dû importer en 2001 le tiers de sa consommation de pétrole, soit 65 millions de tonnes sur 200 millions. Dès 2015, elle devra importer au moins 4 millions de barils par jour, soit l'équivalent de la moitié de la production actuelle de l'Arabie séoudite. De tels chiffres résument l'enjeu.

La guerre en Afghanistan a déjà permis aux Etats-Unis de prendre le contrôle du pétrole de l'Asie centrale et de la mer Caspienne, soit 26 % des réserves mondiales, rendant ainsi plus difficile l'accès de la Chine à une source d'approvisionnement autre que le golfe Persique. Des troupes américaines ont été installées au Kazakhstan et en Ouzbékistan pour protéger les voies d'acheminement du pétrole. Des instructeurs militaires ont aussi été envoyés en Géorgie, étape-clé du futur oléoduc de 1500 km qui doit relier le Turkménistan au Pakistan. (Un accord pour la construction de cet oléoduc a été signé le 27 décembre 2002). A plus long terme, l'objectif des Américains est d'obtenir des Russes que leur production pétrolière se déverse en Occident, et non en Asie, et d'encercler la Chine par un réseau d'alliances avec la Russie, l'Inde, la Corée du Sud, Taïwan et le Japon. Dans une telle perspective, mettre la main sur le pétrole de l'Irak, en attendant de s'emparer de celui de l'Iran, c'est se donner les moyens d'une éventuelle asphyxie énergétique de la Chine, c'est-à-dire se prémunir contre toute rivalité ou hostilité de la part des Chinois (12). C'est également un atout évident pour

faire du XXIe siècle un siècle américain.

Une telle stratégie s'est d'autant plus facilement imposée à la Maison-Blanche que la plupart des dirigeants américains actuels appartiennent de longue date au lobby pétrolier texan. George W. Bush a lui-même fait ses débuts à la compagnie pétrolière Arbusto Energy, rebaptisée Bush Exploration Oil en 1982, qui fusionna ensuite avec une autre société pour prendre le nom de Harken Energy Corporation. Avant d'occuper son poste actuel, le vice-président Dick Cheney était directeur général de la société de sous-traitance pétrolière Halliburton, qui avait été officiellement chargée de la construction de l'oléoduc afghan. (Cette énorme multinationale, qui emploie plus de 100 000 personnes dans 130 pays, a réalisé en 1999 un chiffre d'affaires de 15 milliards de dollars). La sous-secrétaire Kathleen Cooper travaillait chez Exxon. Condoleezza Rice appartenait au conseil d'administration de la firme Chevron (qui a été jusqu'à donner son nom à l'un de ses supertankers, le « SS Condoleezza Rice »). Le sous-secrétaire au Commerce, Donald Evans, a fait lui aussi toute sa carrière dans l'industrie le pétrole.

Quand ils n'appartiennent pas au lobby du pétrole, les membres de l'administration Bush sont presque tous des représentants du complexe militaro-industriel. Au moins trente-deux secrétaires d'Etats et membres de la Maison-Blanche sont soit d'anciens membres de conseils d'administration, soit des consultants, soit des actionnaires des plus grandes entreprises d'armement, et 17 d'entre eux ont des liens avec des fournisseurs-clés du système de défense par missiles : Lockeed Martin, Raytheon, Boeing et Northrop Grumman (13). Donald Rumsfeld, secrétaire à la Défense, était directeur de Gulfstream Aerospace (société devenue par la suite une filiale de General Dynamics). Son adjoint Paul Wolfowitz était consultant chez Northrop Grumman. Pete Aldrige, autre sous-secrétaire à la Défense, vient de chez McDonnel Douglas Electronics Systems, dont il a été le président de 1988 à 1992. Dick Cheney a été membre de la direction d'un des organismes les plus influents dans le domaine de l'armement, le Center for Security Policy. Sa femme, Lynne Cheney, siégeait au conseil d'administration de Lockheed Martin. Stephen Hadley, membre du Conseil national de sécurité, provient du cabinet d'avocats chargé de réprésenter les intérêts de Lockeed Martin. Peter B. Teets, sous-secrétaire chargé des forces aériennes, a été président de Lockheed Martin de 1997 à 1999.

Le lobby pétrolier et l'industrie de l'armement n'ont donc pas besoin de faire pression sur l'administration Bush. Ils *sont* l'administration Bush. Mais cette administration n'a pas que des caractéristiques « *corporate-oriented* ». Elle représente aussi le fer de lance d'une nouvelle tendance politico-idéologique que l'on pourrait, faute de mieux, dénommer l'école néo-impérialiste ou néo-hégémoniste.

Après 1945, l'impérialisme américain s'était surtout manifesté au travers

des institutions politiques et juridiques internationales. Depuis les années quatre-vingt, la politique américaine s'est en outre caractérisée par un interventionnisme économique et commercial planétaire. A la faveur de la globalisation rendue possible par l'effondrement du bloc soviétique, « les Etats-Unis ont mobilisé leur immense pouvoir politique et économique pour déréguler l'économie internationale, ouvrir toutes les économies étrangères aux investissements américains, procurer à leurs entreprises l'accès à tous les marchés, à toutes les sources de matières premières et à tous les bassins de main-d'œuvre, afin d'assurer l'expansion d'un libre-échange généralisé fonctionnant selon des règles essentiellement américaines et au profit des intérêts américains » (14). Depuis le 11 septembre 2001, cet interventionnisme économique se double d'un interventionnisme militaire qui permet aux Etats-Unis d'être présents partout — des soldats américains sont aujourd'hui stationnés dans plus de quarante pays — et d'intervenir à leur gré dans toutes les régions du globe.

Avec l'élection de George W. Bush, ce sont les principales figures de proue de cette école néo-impérialiste, le vice-président Dick Cheney, le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld, son adjoint Paul Wolfowitz, le secrétaire à la Justice John Ashcroft, l'ancien directeur de la CIA James Woolsey, le président du Defense Policy Board du Pentagone, Richard Perle, sans oublier, sur le plan intellectuel, les Robert Kagan, les William Kristol et autres Charles Krauthammer, qui sont arrivés au pouvoir. Pour ces « faucons » maximalistes, l'emploi de la formidable machine de guerre américaine est toujours légitime quand il sert les intérêts de l'Amérique, ceux-ci étant considérés par principe comme conformes aux aspirations humaines.

« Ces dernières années, indique encore William Pfaff, on a vu apparaître aussi bien chez les républicains que chez les démocrates, une nouvelle version du vieux messianisme national : il s'agit de tirer délibérément parti du statut d'unique superpuissance du pays depuis la chute de l'URSS pour instaurer une nouvelle version de ce programme bienveillant d'ordre mondial proposé jadis aux Américains par Woodrow Wilson, qui assurait que Dieu avait créé les Etats-Unis pour guider les nations du monde sur le chemin de la liberté » (15). Dans une telle optique, l'usage de la force est privilégié. Une nouvelle doctrine a donc été mise au point. Qualifiée par Pierre Hassner de « wilsonisme botté » (16), elle consiste à tout en œuvre pour pérenniser l'hégémonie actuelle, l'objectif étant d'assurer l'invulnérabilité des Etats-Unis et de développer leur capacité à combattre, envahir et soumettre n'importe quelle puissance hostile, afin d'empêcher quelque puissance rivale que ce soit de combler le retard pris par rapport à l'Amérique depuis l'effondrement du système soviétique.

Le passage d'un monde bipolaire issu de l'ordre de Yalta au monde global actuel a constitué le point de départ de cette évolution. Comme l'écrit Henry Kissinger, « à l'aube du nouveau millénaire, les Etats-Unis disposent

d'une prééminence non contestée comme jamais aucun empire du passé ne l'a eue » (17). C'est donc dans le contexte de ce que Charles Krauthammer, éditorialiste au *Washington Post*, a appelé le « moment unipolaire » (18) qu'à partir de 1993-95, l'option unilatéraliste a commencé à s'imposer : « *First, America must lead* », déclare le secrétaire d'Etat de l'époque, Warren Christopher. A partir de cette date, les Etats-Unis acceptent explicitement leur statut de puissance hégémonique et déclarent qu'ils feront tout pour le conserver. En 1997, Zbigniew Brzezinski écrit que « le maintien du statut de superpuissance planétaire des Etats-Unis se résume aux trois grands impératifs géostratégiques suivants : éviter les collusions entre vassaux et les maintenir dans l'état de dépendance que justifie leur sécurité ; cultiver la docilité des sujets protégés, empêcher les barbares de former des alliances offensives » (19). A la même époque, Condeleezza Rice prévient qu'il y aura désormais autant d'interventions militaires que d'atteintes aux réseaux financiers globaux, les Etats qui feraient obstacle au rouleau compresseur étant désormais taxés d'« Etats-voyous » (« *rogue States* »).

L'équipe qui entoure aujourd'hui George W. Bush s'est très tôt ralliée à cette politique. Le 8 mars 1992, le *New York Times* laissait filtrer le contenu d'un projet (*Defense Planning Guidance*) rédigé à l'attention du Pentagone par l'actuel vice-président Dick Cheney, l'actuel secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld, et par Zalamy Khalilzad, qui allait devenir par la suite l'envoyé spécial de George W. Bush en Afghanistan. Ce document soutenait que « la mission de l'Amérique consiste à s'assurer qu'aucune autre superpuissance ne puisse émerger dans le reste du monde ». Il y était indiqué que « les Etats-Unis doivent instaurer des mécanismes afin de dissuader des concurrents potentiels de chercher à avoir la prétention de jouer un rôle régional plus important ou un rôle mondial ».

Au mois de septembre 2000, un autre document intitulé « Reconstruire les défenses américaines. Stratégies, forces et moyens pour le siècle nouveau » a été publié par le Project for the New American Century (PNAC), association fondée par William Kristol et Robert Kagan, à laquelle appartiennent Dick Cheney, Lewis Libby, Donald Rumsfeld, Paul Wolfowitz, Dan Quayle, Eliot Abrams, sans oublier l'inévitable Francis Fukuyama. Ce document se prononçait pour une énorme augmentation du budget militaire, l'installation de nouvelles bases américaines en Amérique latine et dans l'Asie du Sud-Est, et la prise de contrôle militaire de la région du Golfe. C'est à l'application intégrale de ce programme que l'on assiste actuellement (20).

Dès avant son élection, George W. Bush était donc décidé à faire la guerre à l'Irak et à envahir l'Afghanistan. Il lui fallait seulement un prétexte. Les attentats du 11 septembre 2001 le lui ont fourni… providentiellement. Accélérateur beaucoup plus que détonateur, ils sont venus à point nommé pour faire sauter les réticences du peuple américain contre l'interventionnisme, réticences traditionnellement fortes au sein du parti

républicain (21).

On sait que les Américains ont toujours eu tendance à rechercher des solutions militaires aux problèmes politiques, et des solutions techniques aux problèmes militaires. « La puissance impériale américaine, disait récemment Alain Badiou, dans la représentation formelle qu'elle se fait d'elle-même, a la guerre comme forme privilégiée, voire unique, d'attestation de son existence » (22). Cette tendance s'est aujourd'hui exacerbée au point que la puissance américaine semble avoir purement et simplement été redéfinie comme pure capacité d'anéantir

Parallèlement, et pour la première fois depuis le XIX[e] siècle, ce déferlement de force brutale s'accompagne d'un discours explicite de légitimation de l'hégémonisme planétaire. Les articles de Robert Kaplan, Charles Krauthammer, Max Boot, Norman Podhoretz, Sebastian Mallaby et tant d'autres sont à cet égard dénués de toute équivoque. Tous répètent que l'Amérique jouit aujourd'hui d'un pouvoir dont aucune puissance n'a jamais disposé dans l'histoire, et qu'elle doit en user sans complexes pour réorganiser le monde à sa guise. Tous soulignent que les Etats-Unis doivent s'émanciper de la tutelle des organisations multinationales pour agir seuls ou avec des coalitions de circonstance, en fonction de leurs seuls intérêts nationaux, sans s'interroger sur les causes économiques ou sociales de la violence qu'ils prétendent combattre (23). Tous affirment que l'Amérique ne doit faire confiance à aucun de ses alliés et s'employer à maintenir l'Europe dans une position subordonnée.

La conséquence la plus directe de cette façon de voir est la montée d'un nouvel unilatéralisme. Après avoir tenté d'utiliser à leur profit les institutions internationales, les Etats-Unis s'en détournent désormais pour faire cavaliers seuls. « Devenue la capitale de la seule superpuissance après le démantèlement de l'URSS, écrit le général Pierre-Marie Gallois, Washington s'est rendu compte que les organismes internationaux pouvaient être des obstacles à une bonne politique américaine lorsqu'ils ne lui étaient pas totalement asservis » (24).

Cet unilatéralisme consiste à se soustraire sans états d'âme aux contraintes du droit international comme aux exigences de la coopération multilatérale. Dès avant l'élection de George W. Bush, le Sénat américain avait refusé de ratifier le traité sur l'interdiction des armes biologiques et chimiques. Les Américains ont également refusé de ratifier le protocole de Kyoto sur la protection de l'environnement. Ils ont dénoncé unilatéralement le traité ABM sur les armements antimissiles qui unissait Moscou et Washington depuis 1972. Plus remarquable encore, en mai 2002, les Etats-Unis ont fait connaître leur refus de reconnaître la légitimité de la Cour pénale internationale de La Haye, dont ils avaient pourtant accepté la création. Un projet de loi (American Service Members' Protection Act) a même été

présenté au Congrès, qui autoriserait le président des Etats-Unis à recourir à la force — en clair, à envahir militairement les Pays-Bas — pour empêcher qu'un de ses ressortissants soit traduit devant cette juridiction ! Condoleezza Rice, de son côté, dans un entretien retentissant accordé au *Financial Times* (23 septembre 2002), n'a pas caché le mépris dans lequel les Etats-Unis tiennent désormais les organisations internationales. Conscients que ni l'Europe ni la Russie ne peuvent pour l'instant combler le vide géopolitique provoqué par l'effondrement du bloc communiste, les Américains s'exemptent donc eux-mêmes de toute contrainte extérieure, en manifestant une totale indifférence pour leur isolement croissant sur la scène internationale (25).

Parallèlement, pour pouvoir « projeter » leur puissance à tout moment dans n'importe quelle région du monde, les Etats-Unis ont décidé de se doter de moyens militaires sans précédents. En 2003, le budget militaire américain représentera quelque 380 milliards de dollars — l'équivalent du PNB global de la Russie ! —, en augmentation de 48 milliards de dollars par rapport à 2002. Ces dépenses devraient être portées à 450 milliards de dollars dès 2007. Une telle somme est à elle seule supérieure aux budgets militaires réunis de la Chine, de la Russie, de la France, de l'Allemagne, de l'Angleterre, d'Israël et du Japon.

Enfin, Washington a franchi une étape d'une gravité exceptionnelle en adoptant une nouvelle doctrine militaire qui, toujours de manière unilatérale bien entendu, légitime désormais la guerre préventive. Les grandes lignes de cette doctrine ont été exposées le 31 janvier 2002 par Donald Rumsfeld aux officiers stagiaires de l'Université de la défense nationale réunis à Washington. Précisant que les Etats-Unis doivent maintenant pouvoir « vaincre deux agresseurs en même temps tout en ayant la possibilité de mener une contre-offensive majeure et d'occuper la capitale d'un ennemi pour y installer un nouveau régime », Rumsfeld a déclaré : « La défense des Etats-Unis requiert la prévention, l'autodéfense et parfois l'action en premier [...] Dans certains cas, la seule défense est une bonne offensive ». Des propos analogues ont été tenus le 1er juin 2002 par George W. Bush, parlant devant les élèves de l'Académie militaire de West Point.

Quelques mois plus tard, le 20 septembre, l'administration américaine rendait public un document officiel, intitulé « Sécurité nationale. La stratégie des Etats-Unis » (26), qui confirme que l'Amérique interviendra désormais, « avant même que la menace ne se concrétise » — l'objectif étant de « maintenir des défenses au-delà de toute concurrence » (*beyond challenge*) et de « construire un monde où chacun sera libre de commercer librement ». « Nous n'hésiterons pas à agir seuls, si nécessaire, peut-on lire dans ce texte, pour exercer notre droit à l'autodéfense en agissant à titre préventif [...] Nous devons... nous défendre avant même que l'ennemi ne passe à l'acte [...] Les Etats-Unis ne peuvent se contenter de se tenir prêts à la riposte, comme

c'était le cas dans le passé [...] Plus grave est la menace, plus le risque de l'inaction est grand — et plus il est important de prendre des mesures préventives pour assurer notre défense, même si des doutes subsistent sur le moment et l'endroit de l'attaque ennemie. Pour empêcher ou prévenir que de tels actes soient perpétrés, les Etats-Unis se réservent la possibilité, le cas échéant, d'agir par anticipation » (27).

La nouvelle stratégie américaine rétablit donc le droit à la guerre préventive —celui-là même que le Japon avait allégué pour attaquer à Pearl Harbor (7 décembre 1941) —,guerre préventive qui a toujours été assimilée jusqu'ici à la guerre d'agression. Elle contredit par là un principe fondamental du droit international en vigueur depuis le traité de Westphalie (1648), selon lequel aucun Etat ne peut intervenir militairement dans les affaires intérieure d'un autre Etat, principe qui avait déjà été bafoué lors de l'agression occidentale au Kosovo. En indiquant qu'elle interviendra désormais « avant même que la menace ne se concrétise », c'est-à-dire en clair avant même que la réalité de la menace ait pu être démontrée, elle affirme qu'il faudra la croire sur parole. La doctrine de la « dissuasion » ou de l'« endiguement » est par là même abandonnée. C'est évidemment un tournant capital. Cette nouvelle doctrine militaire crée en effet un précédent redoutable, puisque n'importe quel pays pourra s'autoriser de l'exemple américain pour agir de la même façon. Elle permet également une remontée en puissance de toute la gamme des armes nucléaires, qui pourront désormais être utilisées chaque fois que les Etats-Unis en jugeront l'usage approprié. La doctrine de la non-prolifération des armes atomiques se trouve donc elle aussi abandonnée au profit d'une nouvelle doctrine dite de « contre-prolifération ». La survie des Etats-Unis n'est plus le critère retenu, des armes nucléaires miniaturisées pourront maintenant être employées contre des pays qui n'en possèdent pas.

Quant à l'OTAN, relique de la guerre froide, elle n'est plus considérée dans cette optique que comme un moyen de maintenir la mainmise de l'Amérique sur les affaires étrangères et la politique militaire des Européens. Insister sur la priorité de l'OTAN permet aux Américains d'empêcher l'émergence d'une défense européenne véritablement autonome — alors même qu'ils ne cessent de reprocher aux Européens la modestie de leurs budgets militaires. L'Amérique veut faire de l'OTAN, non plus une alliance militaire que rien ne justifie plus, mais une simple réserve de moyens militaires à sa disposition, une infrastructure contribuant au déploiement de la puissance américaine dans le monde (28).

Tout cela signifie que l'ordre international en vigueur jusqu'ici a pris fin. Comme l'a remarqué William Pfaff, la nouvelle doctrine stratégique américaine « est une dénonciation implicite de l'ordre international qui a prévalu depuis le traité de Westphalie de 1648 » (29). Washington assumant désormais sans complexe sa position de « gendarme global » (Globocop), le gouvernement américain refuse toute décision de droit international qu'il

estime contraire à ses intérêts. Il glisse ainsi de la logique du droit vers celle de la puissance pure, en attendant que le secrétariat à la Défense se transforme en ministère de la Guerre préventive ou de la Loi du talion. Dans son message du 24 octobre 2002 aux membres du Conseil de sécurité, George W. Bush n'a pas caché que les Etats-Unis se passeront si nécessaire de l'accord de l'ONU pour attaquer l'Irak. Les Nations-Unies, jusqu'ici garantes de la sécurité collective, sont ainsi marginalisées ou réduites à une chambre d'enregistrement soumise aux critères américains (30).

Le particularisme des Etats-Unis se manifeste donc dans le rejet chez les autres de ce qu'ils pratiquent eux-mêmes — l'interventionnisme et le protectionnisme, par exemple —, dans la conviction qu'ils ont le droit de faire tout ce qu'ils veulent en toutes circonstances, dans le désir de voir tous les pays du monde liés par des contraintes auxquelles ils seraient les seuls à ne pas devoir se soumettre. Il s'agit en d'autres termes, pour l'Amérique, d'affirmer un statut d'exception. « Les Etats-Unis rêvent d'un monde où les autres pays seraient liés par des traités tandis qu'ils seraient eux-mêmes libres de définir nationalement leur politique », disait récemment Pascal Boniface (31). A terme, c'est à une déstabilisation généralisée des relations que l'on pourrait assister. Pourquoi en effet négocier ou signer des traités si les Etats-Unis s'en tiennent à l'écart ?

D'ores et déjà, le bilan est parlant. Chaque nouvelle guerre d'agression menée depuis dix ans par Washington s'est traduite par l'implantation de troupes américaines supplémentaires à l'étranger. Les bases installées en Arabie séoudite et au Koweït après 1991 n'ont pas été démantelées, contrairement aux promesses qui avaient été faites à l'époque. La guerre en Afghanistan a permis d'en implanter de nouvelles dans divers pays d'Asie centrale. La conquête de l'Irak se traduira par l'instauration d'un gouvernement fantoche et la présence permanente d'une autorité américaine d'occupation.

En regard, les résultats obtenus sont inexistants. Prenons l'exemple de la guerre en Afghanistan, qui a tué beaucoup plus de « civils innocents » qu'il n'en est mort dans les tours jumelles du World Trade Center (2800 morts aux dernières nouvelles, contre 6700 annoncés au lendemain de l'attentat). Oussama Ben Laden s'est envolé sur son tapis volant, le mollah Omar s'est échappé en mobylette et les Etats-Unis, dont les alliés ont multiplié les crimes de guerre les plus abominables — pensons à ces centaines de prisonniers asphyxiés dans des conteneurs placés en plein désert (32) — ont été incapables de mettre la main sur un seul des supposés terroristes de New York ou de Washington. Plus d'un an après les attentats, le FBI n'a toujours pas réussi à trouver la preuve incontestable de l'implication d'une seule personne dans l'organisation de ces attentats. Quant aux Afghans séquestrés dans des cages comme du bétail sur la base navale américaine de Guantanamo, ils ont été torturés sans aucun résultat (33). Sur place, les femmes ont remis leur *burkah* dès le départ des journalistes occidentaux. Les

enfants de Kaboul ne vont toujours pas à l'école. Les rivalités entre les « seigneurs de la guerre » s'accentuent tous les jours, et le commerce de la drogue bat à nouveau son plein.

Aucun problème n'a donc été réglé. Comme au Liban, au Panama, au Nicaragua, en Somalie, en Haïti, en Bosnie ou ailleurs, la guerre en Afghanistan n'a nullement permis de créer des conditions politiques et sociales meilleures, mais seulement jeté les bases de nouveaux conflits futurs. Saint Augustin disait que « les justes guerres vengent les injustices ». Aujourd'hui, elle les crée.

Ce que les stratèges de Washington appellent aujourd'hui la « guerre contre le terrorisme » relève du même unilatéralisme. Le néoterrorisme global est bien entendu une réalité, et une menace à laquelle il faut répondre. Les mises en garde des Etats-Unis contre un intégrisme musulman qu'ils n'ont cessé d'attiser quand il s'agissait de faire pièces au nationalisme laïc arabe, ne peuvent cependant tromper personne. Leur but est de toute évidence de grossir le danger pour en tirer bénéfice (34). Tout comme naguère le syntagme « menace soviétique », le syntagme « terrorisme islamiste » fonctionne aujourd'hui comme opérateur de légitimation d'un véritable *racket* politique, d'un chantage à la protection. La méthode consiste à faire croire que tout ennemi de l'Amérique est automatiquement l'ennemi de ses alliés, afin de s'assurer d'un soutien que ces derniers pourraient être tentés de refuser. Parallèlement, on fait tout pour masquer le fait que l'islamisme radical est avant tout un phénomène politique, ayant des objectifs et des causes politiques. Les agents d'influence et les « idiots utiles » servent de relais.

L'idée d'un « choc des civilisations » lancée par le théoricien de la Trilatérale, Samuel Huntington, a elle-même pour objectif principal de faire perdurer la domination américaine sur la planète tout en masquant les fractures bien réelles qui opposent dès à présent l'Europe et les Etats-Unis. « Le thème du choc des civilisations, constate le géopoliticien Aymeric Chauprade, sert aujourd'hui les intérêts des Américains, des Israéliens et des islamistes. Tous jouent la logique des blocs contre la logique d'équilibre des Etats. L'Amérique pour construire son bloc transatlantique. Israël pour sauver son exception coloniale. Les islamistes pour briser les frontières intérieures du monde musulman [...] En jouant la logique du choc des civilisations, l'Amérique peut vassaliser davantage l'Europe occidentale et la Russie, et progresser vers son objectif de construction d'un vaste bloc transatlantique de Vancouver à Vladivostok (selon l'expression employée par James Baker en 1991) faisant face à l'Islam et à la Chine, grand rival potentiel à l'horizon de quinze ans » (35).

Chacun sait bien pourtant que le néoterrorisme islamiste trouve d'abord son origine dans le soutien apporté par les Etats-Unis à la répression brutale de la résistance palestinienne (36) — et qu'il est également une réaction

convulsive à une globalisation pilotée par l'Amérique, intrinsèquement indifférente au monde historique, à la diversité humaine, aux coutumes et aux cultures particulières. Comme l'a dit Jean Baudrillard, « la mondialisation du terrorisme répond au terrorisme de la mondialisation ». Lutter contre le terrorisme exige donc d'abord que l'on s'interroge sur ses causes, ce que les Américains ne sont précisément pas disposés à faire, puisque cela les contraindrait à se remettre eux-mêmes en question.

L'image de l'islamiste à la ceinture d'explosifs ayant succédé à celle du bolchevik au couteau entre les dents, on voit maintenant, comme à l'époque du maccarthysme, se créer un climat de suspicion généralisée. Les opposants américains sont les premiers à le dire : la guerre contre le terrorisme est aujourd'hui utilisée par le gouvernement fédéral comme un prétexte pour mettre fin aux libertés publiques. « Si vous ne partagez pas nos valeurs, alors, vous aussi, vous êtes sous surveillance », déclarait froidement George W. Bush fin janvier 2002, lors d'un déplacement électoral à Daytona Beach, en Floride. C'est précisément à cela que l'on est en train d'assister.

Dès le lendemain des attentats du 11 septembre, l'US Patriot Act a instauré aux Etats-Unis le crime de « présomption de terrorisme intérieur ». Cette loi permet notamment au FBI d'intercepter, hors du contrôle de tout magistrat, les communications électroniques du monde entier qui transitent par le territoire américain. En novembre 2002, le Congrès américain a adopté un autre projet de loi, le Homeland Security Act, qui autorise les autorités fédérales à procéder à des perquisitions sans mandat, à mettre en place des réseaux de délation, à organiser la surveillance des bases de données privées, à espionner les citoyens, à surveiller leurs déplacements, leurs conversations, leurs relations, leur situation financière, bancaire ou médicale (37).

Dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, le gouvernement américain a également mis au point un système, dit « Terrorism Information and Prevention System » (TIPS), dont le journal *L'Express* indiquait récemment qu'il « vise à transformer des millions d'Américains moyens en agents de renseignement sur le modèle de la Stasi, la fameuse police politique d'Allemagne de l'Est à l'époque soviétique. Il s'agit de recruter des volontaires parmi les professionnels ayant accès au domicile de particuliers ou ayant l'habitude de sillonner le pays — livreurs, plombiers, chauffeurs de taxi, réparateurs de téléphone, postiers, agents de parcmètres — qui se verraient confier, après une brève formation, la tâche de rapporter aux autorités toute activité suspecte dont ils seraient témoins ». Autrement dit, « un gigantesque système de délation à l'échelle de tout un pays, digne des régimes totalitaires » (38).

Enfin, une véritable industrie de la persuasion a été mise en place pour convaincre la planète des bienfaits de la mondialisation libérale et de la supériorité du modèle américain. En 1999, Madeleine K. Albright avait déjà

créé un sous-secrétariat d'Etat à la diplomatie publique, qui fut placé sous la direction d'Evelyn Simonowitz Lieberman. Après les attentats du 11 septembre, le poste fut confié à Charlotte Beers. Au même moment, Donald Rumsfeld créait un Office d'influence stratégique (OSI) chargé, comme le précisait un journal américain, d'« influencer les opinions publiques et les dirigeants politiques aussi bien dans les pays amis que dans les Etats ennemis » (39). La ficelle était si grosse que ce véritable ministère de la désinformation, placé sous la direction du général de l'armée de l'air Simon Pete Worden, a dû officiellement fermer ses portes en février 2002. Mais il a depuis été recréé au Pentagone sous la forme d'un sous-secrétariat adjoint aux plans spéciaux dirigé par l'un des conseillers de Dick Cheney, le capitaine William J. Luti, puis transféré au Strategic Command toujours animé par le général Worden.

A la mi-décembre 2002, des instructions ont été données par Donald Rumsfeld qui autorisent des opérations de désinformation à grande échelle pour influencer les opinions publiques des pays alliés et la prise de décision de leurs dirigeants. Les deux cibles principales sont la France et l'Allemagne, l'objectif étant de discréditer ces pays sur la scène internationale pour sanctionner leur hostilité à la guerre contre l'Irak (40).

On peut évidemment s'interroger sur les raisons profondes de cette nouvelle stratégie américaine, sur les motifs de cette fuite en avant. L'une des hypothèses envisageables est que les Etats-Unis, en même temps qu'ils atteignent à l'apogée de leur puissance, craignent aussi de voir débuter leur déclin. Cette thèse avait été soutenue il y a quelques années par l'historien Paul Kennedy (41). Elle a été reprise à date récente par plusieurs auteurs, dont Emmanuel Todd ou Immanuel Wallerstein (42). Tous comparent les Etats-Unis d'aujourd'hui à de grandes puissances comme la Hollande au XVIIIe siècle ou l'Angleterre au XIXe siècle, dans une vision cyclique où le déclin succède inévitablement à l'hégémonie.

Cette vision s'appuie sur un certain nombre de données objectives. Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, les Etats-Unis représentaient à eux seuls la moitié de la puissance industrielle mondiale. Aujourd'hui, en termes de potentiel industriel, ils se positionnent à peu près au niveau du Japon, qui compte deux fois moins d'habitants, et nettement en dessous de l'Europe. Leur part dans la production mondiale n'est plus que de 23 %, contre 40 % en 1946 ; leur part dans le commerce mondial, de 17 %.

Au fil des années, les Etats-Unis sont également devenus les premiers débiteurs du monde, les flux financiers en provenance de l'Europe, du Japon et du reste du monde étant nécessaires pour financer leurs déficits. Leurs comptes extérieurs se sont détériorés à une vitesse grandissante. Le déficit de leur balance des paiements est passé de 80 milliards de dollars en 1991 à près de 450 milliards en 2002. La plus grande partie de leur croissance a

reposé sur la consommation des ménages. Or, depuis bientôt dix ans, cette consommation a augmenté plus vite que le PIB, ce qui veut dire que l'Amérique consomme plus qu'elle ne produit. L'endettement moyen des Américains atteint aujourd'hui le taux record de 110 % de leur revenu annuel, et les intérêts de cette dette représentent 14 % de leurs dépenses. Quant à l'endettement des entreprises, il est passé en 2001 à 68 %, son plus haut niveau depuis 1945. Enfin, malgré une relance monétaire, budgétaire et fiscale massive, l'économie américaine ne s'est toujours pas remise de l'éclatement de la bulle financière de l'an 2000, suvie de trois trimestres consécutifs de récession en 2001. A l'heure actuelle, le chômage augmente, les salaires stagnent. Le spectre de la déflation agite les esprits.

L'Amérique est également minée de l'intérieur par la déliquescence de son système politique, la baisse du niveau de vie et la montée de la violence sociale. Deux millions d'Américains sont en prison, 23 % des Américains adultes sont pratiquement illettrés. En 2001, le nombre des Américains vivant en dessous du seuil de pauvreté a atteint 32,9 millions de personnes, en hausse de 1,3 million par rapport à l'année précédente (43). Le nombre des plus pauvres est passé de 12,6 à 13,4 millions d'individus, tandis que les revenus de la classe moyenne chutaient pour la première fois depuis 1991.

Ce déclin économique, relatif mais indéniable, contribue à expliquer la politique de fuite en avant de l'actuelle administration américaine. Comme l'écrit Emmanuel Todd, l'affirmation prédatrice d'un militarisme théâtral révèle une faiblesse au moins autant qu'une puissance. La Nouvelle Classe américaine vit au jour le jour. Sa dépendance commerciale, la baisse de sa puissance industrielle, l'épuisement de son crédit politique, l'entraînent dans l'aventurisme en suscitant le fantasme d'une hégémonie absolue. D'un côté, les Etats-Unis jouissent aujourd'hui d'une puissance sans égale ; de l'autre, ils savent que le temps joue contre eux. Pour entretenir le mythe d'une Amérique indispensable, garante d'un nouvel ordre mondial, « seul modèle survivant du progrès humain » selon les termes de George W. Bush, l'Amérique doit intervenir militairement partout, au risque de multiplier encore les dépenses (44) et de provoquer dans toutes les régions du monde des turbulences génératrices de chaos.

Ce qui caractérise donc aujourd'hui le plus l'Amérique, ce n'est pas tant la puissance elle-même que la volonté affichée de s'en servir à l'échelle planétaire sans aucune restriction. « Ce qu'il y a de différent et d'unique, écrit Philippe Grasset, c'est cette sorte de croyance indicible, difficilement exprimable, qui habite désormais nombre d'esprits des dirigeants américains, que l'Amérique est d'une essence différente et, surtout, qu'elle évolue dans un monde à part [...]Cette capacité à créer un univers nouveau, complètement à part, complètement détaché des réalités du monde jusqu'à se créer un autre monde, avec ses propres "réalités", ses forces, ses jugements, sa logique, voilà ce qui est complètement nouveau et fonde la nouvelle "puissance"

américaine » (45).

William Pfaff, que j'ai déjà cité, n'hésite pas à déclarer que « le nationalisme américain, associé au messianisme américain, a désormais acquis, dans la vie du pays, un caractère quasi totalitaire, dans la mesure où il tend, en projetant à l'extérieur une puissance sans limite, à soumettre autant les alliés et les neutres que les ennemis de l'Amérique et dans la mesure aussi où son programme politique vise à supprimer toute opposition à ce que les gouvernants considèrent comme l'intérêt de l'Amérique dans n'importe quel domaine, quel qu'en soit le coût pour les intérêts de nos alliés, pour la communauté internationale et pour le droit régissant les rapports entre les nations » (46).

Un peu partout dans le monde, les Etats-Unis massacrent au nom de la liberté et de la paix. On pense à l'univers d'Orwell : la paix c'est la guerre, le massacre c'est la liberté, la liberté c'est l'esclavage. Ajoutons qu'un peuple qui est disposé à abandonner sa liberté dans l'espoir d'assurer sa sécurité, est également prêt pour la servitude.

*

L'Amérique attaque, mais au même moment le capital devient fou ! Pour en prendre la pleine mesure, faisons un bref retour en arrière.

A l'aube des années quatre-vingt dix, nous avons assisté à une extraordinaire flambée de l'économie mondiale. Durant toute cette décennie, la croissance américaine a atteint en moyenne 3,4 % de hausse annuelle du PIB (augmentant au total de 38 %, contre 21 % pour l'Union européenne), tandis que le CAC 40 et le Dow Jones affichaient des rendements proches de 15 % par an. Ces performances d'expansion sans inflation ont alors nourri l'idée qu'un nouveau paradigme, exportable dans le monde entier, était en train de naître à partir des technologies nouvelles, de la Bourse et des marchés financiers. C'est ce que l'on a appelé la « nouvelle économie » (*new economy*).

Le nouveau credo affirmait que l'objectif majeur était d'accroître la valeur boursière des entreprises, et que les attentes des citoyens passaient désormais derrière les exigences des actionnaires. Parallèlement, on insistait sur le fait que l'économie « immatérielle » n'était limitée par aucune contrainte de rareté. Le comportement des marchés se fondait sur l'idéologie de la valeur actionnariale, selon laquelle le cours boursier, et non plus l'économie réelle, est le pivot de la régulation de toute l'économie. Les dirigeants d'entreprises censés « créer de la valeur » recevaient des options sur stock (*stock options*), tandis que les régimes de retraite alignaient les intérêts des salariés sur ceux des actionnaires. La conduite des entreprises a alors été déterminée par la

visée de rendements financiers très élevés et extrêmement rapides. Seule la croissance externe pouvant offrir des plus-values compatibles avec les objectifs financiers affichés, on a adopté une stratégie visant une haute valorisation en Bourse, afin de garantir l'endettement permettant de financer des acquisitions à des prix de plus en plus élevés.

Dans un premier temps, la recette a paru fonctionner : les firmes américaines ont privilégié les technologies nouvelles, tandis que les investisseurs orientaient massivement leurs fonds vers la Bourse. Les ménages, de leur côté, ont été incités à confier leur épargne à des investisseurs institutionnels qui ont canalisé des montants énormes vers les marchés boursiers. Les banques, en pleine euphorie, ont transféré une grande part de leurs risques aux épargnants en leur faisant acheter massivement des actions. Entre 1980 et 2000, le volume d'actions cotées sur les principales Bourses américaines a été multiplié par 50, tandis que le portefeuille des fonds mutuels (*mutual funds*) passait de 135 milliards à 7 800 milliards de dollars. Résultat : en 1999, 49 % des ménages américains, contre 32 % dix ans plus tôt, détenaient directement ou indirectement des valeurs en Bourse. En France, le gouvernement de Lionel Jospin incitait lui aussi les petits épargnants à risquer leurs avoirs en achetant des actions, tandis qu'Alain Minc déclarait : « La réussite des Etats-Unis exerce une pression diffuse pour nous obliger à combattre nos propres rigidités. Saluons le miracle, acceptons le mystère et, surtout, suivons l'exemple » (47) !

Les marchés financiers ont ainsi connu un essor sans aucun rapport avec l'économie réelle. Les prix des actifs industriels se sont envolés, suivant en cela la flambée boursière. Entre 1995 et 2000, la croissance a permis l'accumulation de moyens d'investissement considérables liés au niveau des profits réalisés. Ces profits ont eux-mêmes alimenté de manière mécanique l'accroissement du crédit : plus il y a de bénéfices, plus on peut emprunter. Au total, d'énormes masses de liquidités provenant des profits et des dettes se sont déversées sur le marché des actifs, dont les prix ont grimpé beaucoup plus vite que n'augmentait la rentabilité réelle des entreprises. Alors qu'entre 1990 et 1999, le PIB courant (48) n'a augmenté en moyenne que de 5 % par an, la capitalisation boursière est passée de 3 000 milliards de dollars en 1990 à 16 600 milliards en 1999, soit une hausse de plus de 20 % par an. Cette déconnection a créé la fameuse « bulle spéculative », caractéristique de l'« économie de casino », c'est-à-dire de la domination totale du capital financier sur le capital industriel. Le tout, bien entendu, sur fond de salaires insensés que les dirigeants d'entreprises s'octroyaient à eux-mêmes (49).

Pour que l'endettement ne détériore pas les conditions financières, il fallait évidemment maintenir une bonne notation boursière. Cette exigence incitait à dissimuler les dettes, l'opacité des structures financières contribuant en retour à entretenir le crédit permettant des acquisitions nouvelles. Grâce à des sociétés dites « hors bilan », qui servaient de paravents à des transactions

fantômes, on fit disparaître l'endettement des comptes d'exploitation. En même temps, on entretenait la transe des marchés par des annonces de nouveautés et de rachats en rafale. Enfin, les options sur stock, dont le montant provenait de la poche des actionnaires, n'étaient pas pris en compte dans les bilans des entreprises, ce qui gonflait artificiellement les profits affichés, tandis que leur mise en œuvre entraînait des rachats d'actions qui diminuaient encore les fonds propres des entreprises au regard de leur niveau d'endettement. Les dirigeants qui en bénéficiaient s'occupaient prioritairement de faire grimper leurs cours de Bourse, artificiellement si nécessaire, pour augmenter leur fortune personnelle.

Lorsque la bulle spéculative a éclaté, la différence entre le prix des actifs et la véritable valeur des entreprises s'est révélée et les pertes sont apparues. C'est ainsi que s'est produite la débâcle, c'est-à-dire le krach de cette « nouvelle économie » que l'on avait présentée comme la garantie d'une croissance absolument inégalée.

Le système a commencé à craquer lorsque la communauté financière s'est mise à douter de la capacité des entreprises à réaliser des profits justifiant les niveaux recours atteints par les cours de la Bourse. En avril 2000, le Nasdaq s'effondre. Un an plus tard, l'indice boursier chute à 70 % de sa valeur. Cette baisse affecte au premier chef les technologies nouvelles, qui commencent à licencier. D'autres trafiquent leurs comptes pour dissimuler leurs pertes.

Le 2 décembre 2001, la septième société américaine, le groupe énergétique texan Enron, s'effondre. Cette banqueroute, la plus importante de toute l'histoire des Etats-Unis, révèle les dysfonctionnements et la folie d'un système financier érigé depuis dix ans en modèle planétaire. Pendant des années, les comptes d'Enron, régulièrement qualifiée d'« entreprise modèle » par la presse économique (50), avaient été maquillés avec la complicité des auditeurs, des administrateurs, des avocats et des banques. Enron avait frauduleusement gonflé son cash-flox de 4 milliards de dollars, pour faire progresser sa valeur boursière. En réalité, elle avait accumulé 30 milliards de dettes, alors que son chiffre d'affaires n'était que de 21 milliards. La fraude était couverte par un géant du contrôle des comptes, le cabinet comptable Arthur Andersen, qui en est mort.

Dans les mois qui ont suivi, on a vu se succéder une cascade de faillites, de dépôts de bilans et de scandales affectant des sociétés aussi célèbres que World Com, Dynegy, Tyco, Global Crossing, Qwest Communication, Adelphia Communication, Merck, Rite Aid, Xerox Halliburton, ImClone (dont le patron, lorsque les comptes furent truqués, était l'actuel vice-président Richard Cheney), etc. En France, on a vu s'effondrer France Télécom et Vivendi Universal. En Allemagne, on a assisté à la chute de l'empire audiovisuel de Leo Kirch : 7 milliards d'euros de dettes, la plus grosse faillite de l'histoire

économique allemande depuis 1945. Comptes truqués, dettes dissimulées, ventes artificiellement gonflées, chiffres d'affaires fictifs, fraudes fiscales, abus de biens sociaux, destruction de preuves, délits d'initiés : à chaque fois, le schéma était le même. Les patrons ont menti aux marchés, truqué leurs comptes avec la complicité d'administrateurs complaisants. Les directeurs financiers ont violé toutes les règles comptables. Les banques commerciales ont prêté plus que de raison. On parle alors de crise de système et de corruption généralisée (51). Le capital est bel et bien devenu fou.

Jamais comme au cours de ces dernières années les grands groupes financiers n'avaient perdu et dilapidé autant d'argent : plus de 50 milliards de dollars pour AOL Time Warner aux Etats-Unis, 27 milliards d'euros et 20 millards d'euros en France pour Vivendi Universal et France Telecom, 21 milliards d'euros en Angleterre pour Vodafone. Au total, une évaporation de capitalisation boursière et d'épargne sans précédent : 6 700 milliards de dollars depuis mars 2000 pour les seuls Etats-Unis !

Les responsables de cette débâcle n'en ont pas moins empoché des plus-values colossales aux dépens de leurs actionnaires. Dans le mois précédant la faillite de son entreprise, Kenneth Lay, PDG d'Enron, a empoché 104 millions de dollars — le prix d'un Airbus A320. Ses principaux adjoints se sont également accordés des primes de départ somptueuses. « Quant aux initiés, ils s'étaient délestés de leurs actions, tandis que les salariés découvraient qu'un règlement interne leur interdisait de vendre les leurs » (52).

Jean-Marie Messieur, l'homme dont la mégalomanie a coûté aux contribuables français 150 milliards de francs, l'homme qui le 17 décembre 2001 avait annoncé fièrement la « fin de l'exception culturelle française », qui s'était fait payer un appartement de 15 millions de dollars et de 500 m2 sur Park Avenue et avait acheté un avion Airbus spécialement aménagé pour ses voyages personnels, l'homme qui avait enrôlé sous sa bannière Salman Rushdie, Francis Fukuyama et Jean-Luc Ferry, le titulaire du « Prix humanitaire » 2002 décerné par le Centre Simon Wiesenthal, celui qui se voulait « le plus américain des patrons français » —Jean-Marie Messier, donc, s'était octroyé en 2001, alors que le titre Vivendi Universal avait déjà perdu 40 % de sa valeur, un salaire annuel de 5,12 millions d'euros, en hausse de 66 % par rapport à l'an 2000. Lorsqu'il a dû quitter la présidence de Vivendi Universal, le 1er juillet 2002, après que la firme eut enregistré 13,6 milliards d'euros de pertes, un endettement record de 34 milliards d'euros et une baisse de sa valeur boursière de plus de 70 % en six mois, il a été, non pas incarcéré, mais laissé libre de négocier un « parachute doré » de 20 millions de dollars d'indemnités de départ, de nature à le rendre riche jusqu'à la troisième génération.

Ce krach auquel nous avons assisté est l'un des plus grands cataclysmes de l'histoire de l'économie financière. Il diffère cependant des précédents, et

c’est en cela qu’il est riche d’enseignements.

Dans le passé, les déséquilibres s’exprimaient en général par des poussées inflationnistes. Les récessions étaient elles-mêmes précédées par des périodes d'inflation correspondant à des excès de demande sur le marché des biens et des services. C’est la raison pour laquelle on a cru qu'il suffirait de maîtriser l'inflation pour stabiliser l'économie, ce à quoi se sont employées toutes les politiques monétaires pendant des décennies. Or, la crise de la fin des années quatre-vingt-dix, qui a mis un coup d'arrêt à la double explosion des cours boursiers et du crédit, est survenue alors que la tendance à l'inflation était décroissante. C’est que les mécanismes d’ajustement avaient été progressivement abandonnés sous l’effet de la nouvelle orthodoxie économique, selon laquelle la régulation devait être entièrement abandonnée aux mécanismes de marché : libéralisation financière, concurrence généralisée sur les marchés du travail et des biens, etc. Le résultat est qu’au lieu d’affecter le marché des biens, l’inflation s’est manifestée sur les marchés financiers.

« Depuis dix ans, écrit Michel Aglietta, nous vivions dans un système qui a mis la finance — crédit et cours boursier — au cœur du dynamisme économique. Les prix des actions sont devenus le pivot du système. Ils [étaient] la mesure des jugements sur les opportunités d’investissement, la base de la rémunération des dirigeants de sociétés, la composante dynamique dans la gestion de l’épargne des ménages, la source de fructueux profits pour les banques d’affaires qui vivent des introductions en Bourse et des fusions » (53). En dérégulant les marchés financiers, on a cru pouvoir orienter l’épargne vers les entreprises et augmenter les fonds propres de celles-ci. Au lieu de cela, les entreprises se sont endettées et ont racheté leurs propres actions, détruisant ainsi leurs fonds propres. La succession de faillites qui s’en est suivi et la chute de la Bourse pour la troisième année consécutive (de 15 % en 2002, après 7 % en 2001 et 6 % en 2000) a montré l’ampleur de la faute commise.

Un autre dogme était que des profits élevés sont la condition nécessaire de l'investissement. On en a déduit que la part des salaires (la rémunération du travail) dans le partage de la valeur ajoutée (le revenu de l'entreprise) devait être strictement cantonnée, afin de ne pas provoquer une hausse des prix à la consommation. Ce dogme revenait à considérer que les profits de l'entreprise sont toujours rentables et productifs, tandis que les salaires sont inflationnistes. C’est pourquoi la rémunération du capital était privilégiée au détriment de celle du travail. Or, la récente débâcle financière contredit cette théorie, puisque « ce sont les profits, et son corollaire l'endettement, qui ont nourri une forme d'inflation, celle qui a gonflé la valeur des actifs » (54).

Aujourd’hui, le château de cartes s'est effondré. En France, le CAC 40 est redescendu à son niveau de 1997, et sur quinze ans le rendement d'un

investissement en Bourse dépasse à peine celui d'un placement à la Caisse d'épargne. Les entreprises doivent réviser à la baisse la valeur des actifs qu'elles ont acquis, ce qui ampute leurs fonds propres et révèle leur surendettement. Elles doivent ensuite se recapitaliser en affectant à cette recapitalisation une grande partie de leurs profits, ce qui ampute d'autant leur capacité d'investir. On entre alors dans un cercle vicieux : moins il y a d'investissement, moins il y a de croissance et de profit, et plus de difficulté à restructurer les bilans — sans parler de l'augmentation du chômage. Les pots cassés sont payés par l'économie réelle : les épargnants et les salariés. Ce qui n'entame bien entendu en rien l'optimisme des milieux libéraux (55).

Mais la « folie » du capital n'est pas seulement une affaire de conjoncture. Les conséquences sociales et politiques de la mondialisation financière ont créé un monde dans lequel règne le désordre et le chaos. C'est ce dont témoignent, par exemple, les activités du Fonds monétaire international (FMI), organisme devenu un acteur-clé des relations internationales depuis l'époque de Ronald Reagan et de Margaret Thatcher.

Dépendant directement du département américain du Trésor, et donc tout naturellement porté à défendre en priorité les intérêts des banques privées internationales, le FMI n'a jamais cessé depuis le début des années soixante-dix de préconiser, en association avec la Banque mondiale, des mesures ultralibérales (dérégulation, austérité fiscale, taux d'intérêt élevés, priorité donnée aux exportations, libéralisation des marchés financiers, privatisations, diminution de l'aide sociale, etc.) qui ont partout produit les mêmes effets catastrophiques (56).

Regardons à cet égard le cas de la malheureuse Argentine. C'est un cas d'école !

Instaurée en 1976, la dictature militaire du général Videla s'effondre en 1983. Le gouvernement de Raúl Alfonsi, qui lui succède, enregistre une hyperinflation de près de 5 000 % par an qu'il ne parvient pas à maîtriser. En 1989, Carlos Menem arrive à son tour au pouvoir. S'alignant inconditionnellement sur Washington, il nomme ministre de l'Economie un ultralibéral formé à Harvard, Domingo Cavallo, et lui donne carte blanche pour appliquer à la lettre les recommandations du FMI : privatisations à outrance (y compris dans le secteur pétrolier), ouverture de l'économie aux multinationales, libre circulation des capitaux, privatisation des retraites, flexibilité du marché du travail, réduction des dépenses d'éducation et de santé, etc. Les entreprises publiques sont alors vendues à des firmes étrangères, ce qui fait passer entre les mains de décideurs majoritairement nord-américains 90 % des banques et 40 % de l'industrie.

La thérapie de choc de Cavallo produit en réalité les mêmes effets que celle des « Chicago boys » au Chili sous la dictature de Pinochet. Dans un

premier temps, les choses s'améliorent. L'inflation est maîtrisée et la croissance reprend, en dépit de la stagnation des salaires et de l'augmentation du chômage. Mais les choses se dégradent très vite. Adopté dès 1991 par une loi constitutionnelle, le principe aberrant d'une parité fixe entre le dollar et le peso renchérit les exportations argentines au fur et à mesure qu'augmente la valeur du billet vert, entraînant l'économie vers le gouffre. La balance commerciale commence alors à s'effondrer, les capitaux internationaux refluent massivement et la récession s'installe. Lorsque Carlos Menem abandonne le pouvoir, en 1999, les recettes fiscales sont au plus bas, le déficit budgétaire continue de se creuser, les faillites se multiplient. La médiocrité de la classe politique fait le reste.

Pour renflouer les caisses, le nouveau gouvernement fait encore appel au FMI. Un cercle infernal se met alors en place. Pour rembourser sa dette, l'Etat doit réduire ses dépenses. Mais en réduisant ses dépenses, il bloque l'économie, ce qui raréfie ses recettes et l'oblige à réduire encore plus ses dépenses. L'Argentine se saigne pour rembourser une dette dont les intérêts ne cessent d'augmenter. C'est très exactement le système de l'usure.

En décembre 2000, la dette atteint près de 150 milliards de dollars, contre 87 milliards en 1995, soit 50 % du PIB ! Sollicité, le FMI durcit encore ses conditions. Comme l'écrit Laurent Joffrin, « constatant que leur potion a tué le malade à moitié, les médecins du libéralisme demandent maintenant de doubler la dose » (57). Ils exigent le démantèlement complet des services de l'Etat et l'abandon de toute autonomie au profit des banquiers internationaux.

Un an plus tard, en décembre 2001, l'Argentine se déclare incapable de continuer à rembourser sa dette. Faute de pouvoir obtenir un nouveau tour de vis, le FMI coupe aussitôt les fonds. George W. Bush vient d'arriver au pouvoir : c'est le moment de faire un exemple. L'exemple est parlant : l'Argentine est ruinée. Salariés et épargnants voient leur argent perdre le tiers de sa valeur. Les comptes en banque sont bloqués. Des milliers de PME s'effondrent, les émeutes se multiplient. Le chef de l'Etat décrète l'état de siège avant de s'enfuir en hélicoptère.

Aujourd'hui, dans ce pays grand comme cinq fois la France, qui possédait avant la Première Guerre mondiale plus de kilomètres de voies ferrées par habitant que les Etats-Unis, qui était dans l'entre-deux guerres la troisième puissance économique du monde grâce à ses exportations de viande et de blé, qui comptait encore à l'époque du colonel Juan Peron parmi les dix Etats les plus riches de la planète (de 1946 à 1955, l'Argentine a enregistré un taux de croissance de 12 % par an), plus de la moitié des 37 millions d'habitants vivent au-dessous du seuil de pauvreté, dont 6 millions dans une malnutrition et une indigence absolue. Les chômeurs représentent plus de 40 % de la population active. Et les journaux télévisés montrent des images tournées dans des provinces éloignées qui rappellent les famines africaines.

Le déclin économique menace maintenant de s'étendre à toute l'Amérique latine. En 2001, le chômage a déjà atteint son taux le plus élevé depuis 1945 dans cette région du monde, naguère présentée comme un modèle de « libéralisation » par les institutions financières internationales. La récession touche le Pérou et la Bolivie. Des troubles ont éclaté au Paraguay et en Uruguay. L'instabilité politique règne en Equateur, au Colombie et au Venezuela. Le Brésil et le Chili sont eux-mêmes menacés.

De quelque côté que l'on se tourne, on voit donc que les marchés dérégulés n'aboutissent pas à des situations optimales. Loin d'être des baromètres infaillibles de l'activité humaine, qui permettraient de donner une valeur précise à tout ce qui peut s'échanger — le prix du marché étant censé représenter la résultante collective des anticipations rationnelles des agents —, les marchés sont fondamentalement irrationnels et volatils. Ils ne sont pas la résultante de la rationalité humaine, mais le reflet d'un conformisme mimétique transitoire (58). C'est un démenti formel à ce dogme de la philosophie libérale qui veut que les marchés tendent spontanément vers l'équilibre sous l'effet d'une main invisible qui assure l'allocation optimale des ressources. La « main invisible » ne fonctionne tout simplement pas. Et pourtant, le processus d'accumulation du capital continue à se déployer — et il se déploie aujourd'hui sans plus aucune limite, toute parcelle de la planète qui se soustrait à sa logique créant un manque à gagner et constituant un mauvais exemple qu'il faut supprimer.

*

Et l'Europe, dans tout cela ? Et l'Europe qui, face à la crise irakienne, a comme d'habitude été incapable d'arrêter une position commune ? L'alternative devant laquelle elle se trouve est en fait toujours la même : soit l'Europe, donnant la priorité à la libéralisation, épouse la dynamique d'un grand marché visant à s'élargir le plus possible, et en ce cas l'influence américaine y deviendra prépondérante, soit elle s'appuie sur une logique d'approfondissement de ses structures d'intégration politique par le biais du fédéralisme et de la subsidiarité, dans une perspective essentiellement continentale et avec l'intention de balancer le poids des Etats-Unis.

Pour l'heure, l'Europe traverse une crise institutionnelle sans précédent. Elle n'a ni volonté politique ni légitimité démocratique. Les Etats qui la composent refusent de lui attribuer de véritables compétences politiques. Leurs ambitions de « réforme structurelle » se résument dans la libéralisation et la dérégulation, dans la priorité donnée à l'ouverture des marchés sur les politiques communes. L'Europe s'est lancée dans une fuite en avant qui donne la priorité à l'élargissement bureaucratique plutôt qu'au renforcement de ses capacités de décision politique. Parallèlement, l'accent est mis, non

sur les notions de peuple politique, de souveraineté, de communauté ou de démocratie, mais sur les valeurs marchandes, la gouvernance abstraite et la justice procédurale. La construction européenne se fait essentiellement dans le domaine économique, déséquilibre intrinsèquement porteur d'une dérive libérale qui tend à faire d'elle une zone commerciale de libre-échange au lieu de lui permettre de devenir un pôle régulateur de la mondialisation (59).

L'Union européenne comportera bientôt une trentaine de pays. Or, il est bien clair qu'aussi longtemps qu'un « noyau dur » n'aura pas été constitué, plus nombreux seront les Etats-membres, plus il sera difficile à l'Europe de jouer un rôle de contrepoids par rapport à l'Amérique. Au récent sommet de Copenhague, plutôt que de structurer et d'approfondir ses institutions, l'Europe s'est élargie à des Etats parfaitement dociles à la politique américaine, qui ne veulent la rejoindre que pour se placer sous la protection de l'OTAN (60), prenant ainsi le risque de se réduire elle-même à l'impuissance et à la paralysie. Ces nouveaux Etats-membres ont été acceptés sans qu'on ait pris la peine de s'interroger sur les frontières de l'Europe ni d'entreprendre les réformes institutionnelles qui s'imposaient. Pour parachever le tout, l'Europe envisage maintenant d'intégrer la Turquie, c'est-à-dire de faire entrer dans l'Union européenne un pays qui, du simple fait de son poids démographique, en deviendrait l'Etat-membre le plus influent en termes de bulletins de vote. Ce projet d'intégration de la Turquie, qui a déjà reçu l'appui explicite de Jacques Chirac, Tony Blair et Silvio Berlusconi, répond au vœu des Américains, qui rêvent de construire un bloc occidental placé sous leur direction, avec la Turquie et Israël comme têtes de pont au Proche-Orient.

Washington ne prend d'ailleurs même plus la peine de mettre les formes pour faire connaître ses volontés. Elle combine l'ingérence flagrante à la pression tous azimuts. A la mi-décembre 2002, George W. Bush n'a pas hésité à téléphoner aux principaux chefs d'Etats européens pour leur faire savoir que son pays exigeait l'entrée dans l'Union européenne de la Turquie, pièce essentielle du dispositif américain au Proche-Orient, tandis que Paul Wolfowitz, secrétaire adjoint à la Défense, déclarait à Londres que le refus de l'adhésion de ce pays était « impensable ». Personne n'a cru bon de protester devant de telles ingérences (61).

Dans le même temps, on assiste à un net rapprochement de la Russie tant avec Israël (62) qu'avec Washington. C'est pourquoi les Russes, empêtrés dans leur guerre coloniale en Tchétchénie, ont apparemment été tentés, pendant quelque temps, de céder aux exigences américaines pour obtenir en échange les mains libres dans le Caucase. Le ralliement de Vladimir Poutine aux thèses franco-allemandes sur l'Irak a de ce point de vue constitué une heureuse surprise.

Tout cela n'est pas vraiment nouveau. Ce qui est nouveau, en revanche,

c'est la réprobation de plus en plus forte que soulève partout dans le monde la nouvelle politique américaine. Un vaste sondage réalisé par le Pew Research Center de Washington auprès de 38 000 personnes réparties sur les cinq continents, qui a été publié début décembre 2002, en témoigne éloquemment. Depuis l'an 2000, date du précédent sondage de ce type, la cote de popularité des Etats-Unis a nettement baissé dans 20 pays sur 27.

Un autre sondage, réalisé par la Sofres, montre que l'image des Etats-Unis s'est particulièrement dégradée en France : 63 % des Français pensent aujourd'hui que Washington entend avant tout « imposer la volonté des Etats-Unis au reste du monde » (11 points de plus en deux ans), 7O % estiment excessive l'influence des programmes de télévision américain (25 points de plus qu'en 1988). Ces résultats sont confirmés par un sondage CSA, qui révèle que pour une majorité de Français la réaction américaine aux attentats du 11 septembre a finalement eu des conséquences négatives en Afghanistan (55 %), sur l'économie mondiale (76 %) et sur le conflit israélo-palestinien (76 %). Une forte majorité ne fait plus confiance aux Etats-Unis, ni pour assurer la paix dans le monde (65 %), ni pour respecter la diversité des cultures (67%), ni pour favoriser la prospérité économique (72 %), ni pour trouver une solution équitable au conflit du Proche-Orient (76 %) (63).

Le fossé se creuse donc entre les Etats-Unis et ce que les Américains appellent dédaigneusement le *ROW*, « *rest of the world* » — le reste du monde —, où les Etats-Unis sont de plus en plus perçus comme une puissance prédatrice ayant perdue toute légitimité. Mais il se creuse aussi, de façon tout aussi révélatrice, entre l'opinion publique et des journalistes de révérence, toujours prêts à saluer la bannière étoilée les doigts sur la couture du pantalon.

« Nous sommes tous Américains », proclamait hautement, au lendemain des attentats du 11 septembre, le rédacteur en chef d'un journal du soir qui n'est plus aujourd'hui que le supplément parisien du *New York Times*. L'« amour des Etats-Unis d'Amérique » est un sentiment « que nous sommes des milliards à éprouver », affirmait plus récemment Guy Sitbon, avant d'ajouter qu'« aujourd'hui, tout terrien a deux patries, la sienne et l'Amérique » (64). L'accusation d'« anti-américanisme », nouvel instrument néostalinien de diabolisation des sentiments populaires, continue ainsi d'être propagée par de bonnes âmes, théoriciennes de l'amitié fraternelle avec les bombardiers américains, tels Jean-François Revel, qui assure que critiquer les Etats-Unis, c'est être contre la liberté et la démocratie (65), ou Alain Minc, qui assure sans rire qu'« un démocrate ne sera jamais anti-américain » (66). Rappelons au passage que George W. Bush est le premier président de l'histoire des Etats-Unis à avoir été élu avec 540 000 voix de moins que son concurrent !

Mais le problème n'est pas l'anti-américanisme. « Le vrai problème, comme le dit Emmanuel Todd, c'est la montée d'une véritable europhobie

aux Etats-Unis » (67). Curieusement, alors que l'on accuse les critiques de la politique de Washington d'« anti-américanisme » primaire, les Américains, lorsqu'ils prennent des positions hostiles à l'Europe, ne sont jamais accusés d'anti-européisme primaire. Il suffit pourtant de lire régulièrement la presse américaine pour constater que l'europhobie y fait des ravages. « La mésentente grandissante entre les USA et l'Europe est devenue un secret de polichinelle », constatait Michel Jobert dans l'une de ses dernières chroniques (68). En dépit des onctions diplomatiques et des propos rassurants, la désunion transatlantique ne cesse en effet de s'affirmer depuis l'arrivée de George W. Bush au pouvoir. Pierre Lellouche n'hésite plus lui-même à parler de « divorce transatlantique » (69). Là encore, une multitude d'articles parus dans la presse américaine en témoignent (70).

Dans un long texte qui a connu un grand retentissement, Robert Kagan a ainsi opposé il y a quelques mois une Europe qui vivrait dans l'espoir kantien d'une sorte de « paix perpétuelle » et n'aurait aucun désir de sortir d'un état de faiblesse dont elle aurait fait son idéal, et une Amérique « réaliste », consciente de la réalité hobbesienne du monde — la guerre de tous contre tous — et bien décidée à assumer ses responsabilités planétaires par tous les moyens (71).

Cet article, qui attribue de manière assez piquante à l'Amérique certaines caractéristiques historiques de l'Europe classique (la *Machtpolitik*) et à l'Europe actuelle la philosophie des Lumières qui a présidé à la fondation de l'Amérique, touche parfois juste. C'est le cas lorsqu'il stigmatise le manque d'ambition collective et de volonté politique des Européens. Mais on voit très vite comment l'auteur, au prix d'un certain nombre de sophismes et de généralisations hâtives, a en fait pour objectif de faire passer pour du « réalisme » l'emploi désordonné de la force brutale. Robert Kagan confond cyniquement la résolution et le désir de dominer. Sa référence au « réalisme » est seulement un moyen de justifier le mépris dans lequel il tient toute règle de droit international, de légitimer la représentation manichéenne du monde qui est celle des Américains, en même temps que leur volonté de régler unilatéralement de façon militaire n'importe quel conflit politique. (Révélateur est d'ailleurs le fait que Kagan accuse les Européens de vouloir accéder à un « paradis posthistorique de paix et de prospérité relative » alors que c'est son compatriote et ami Francis Fukuyama qui s'est fait le théoricien de la « fin de l'histoire »).

La conclusion de Robert Kagan n'en est pas moins intéressante. « Il est temps, écrit-il, de cesser de prétendre que les Européens et les Américains partagent une même vue du monde, ou même qu'ils habitent le même monde [...] Sur toutes les questions essentielles relatives au pouvoir, les perspectives européennes et américaines divergent [...] Sur les principales questions stratégiques internationales, les Américains viennent de Mars et les Européens de Vénus. Ils sont d'accord sur peu de choses et se comprennent

de moins en moins. Cet état de choses n'a rien de provisoire [...] Les raisons de la fracture transatlantique sont profondes, elles viennent de loin et sont appelées à perdurer [...] Les Etats-Unis et l'Europe ont [désormais] pris des chemins différents » (72).

Professeur à la Georgebrown University de Washington, le géopolitologue Charles A. Kupchan affirme de son côté que la rivalité entre l'Europe et les Etats-Unis va nécessairement s'intensifier. « La richesse de l'Union européenne, explique-t-il, rivalise déjà avec celle des Etats-Unis, et l'Europe est en train de se forger une conscience collective et un caractère très distincts de ceux de l'Amérique [...] L'Europe et l'Amérique divergent à la fois sur les valeurs et sur les intérêts. Elles suivent des modèles sociaux différents et fortement contradictoires ». « Jusque là uni, conclut-il, l'Occident semble bel et bien sur le point de se séparer en deux moitiés concurrentes » (73).

Des Européens, Emmanuel Todd dit lui aussi qu'« il suffirait qu'ils décident ensemble que l'hégémonie américaine n'est pas une bonne chose pour qu'elle cesse » (74). L'Europe, en effet, a les moyens de faire contrepoids à l'Amérique. A l'heure actuelle, elle dépasse déjà les Etats-Unis par le nombre de ses habitants et sa production économique. En 1990, le PIB courant de l'Union européenne s'élevait à 7 000 milliards de dollars contre 5 900 milliards pour les Etats-Unis. L'Union européenne est aujourd'hui la première puissance commerciale du monde. Ce qui lui manque, encore une fois, c'est la volonté d'utiliser les moyens dont elle dispose, de se doter des moyens militaires et des structures politiques communes qui lui permettraient de jouer, dans le domaine des relations internationales, un rôle à la mesure de sa richesse et de sa population.

Dans un récent sondage, 91 % des Français répondaient par l'affirmative à la question : « L'Europe doit-elle devenir une superpuissance ? » (75). Il lui faudrait pour cela reprendre conscience d'elle-même. Il lui faudrait s'orienter vers la création d'un axe Paris-Berlin-Moscou (76). Il lui faudrait concevoir un véritable projet de civilisation. Car si l'Europe n'est pas un projet de civilisation, elle n'est rien.

*

Nous sommes entrés dans ce que Ulrich Beck a très justement appelé la « société du risque » (77). Le risque est à bien des égards le contraire du danger. Alors que le danger est identifiable et localisable, le risque est diffus et omniprésent. Le sida, le terrorisme, les OGM, la maladie de la vache folle, les accidents nucléaires, les catastrophes écologiques, les bavures de la technoscience, voilà autant de formes contemporaines du risque. La société du risque est une société qui se réfléchit dans le risque. La gouverner implique une véritable sociologie politique du principe de précaution. Tandis que la

modernité industrielle s'ordonnait aux notions de progrès et de rationalité, c'est-à-dire à des valeurs de certitude, la société postmoderne, postindustrielle, repose sur l'évaluation confuse des risques, c'est-à-dire sur l'incertitude. Nombre de risques proviennent désormais des progrès de la technique, mais c'est encore à la technique que l'on s'en remet du soin de les conjurer, de telle sorte que le risque s'entretient lui-même comme dans un cercle vicieux. Suspicieuse, inquiète, minée de l'intérieur, menacée de toutes parts, portée à la surveillance totale, à la généralisation de l'état d'exception, la société actuelle est elle-même risque.

La société du risque est par définition une société où la confiance tend à disparaître. C'est une société qui cultive la peur. Or, la peur est anxiogène. Elle engendre des fantasmes qui reflètent des angoisses. Face à la déferlante planétaire des risques, face à l'Amérique, face à la mondialisation du capital, il faut avant tout garder la tête froide. Préférer la réflexion à l'invective, l'analyse aux slogans.

Ordonnée à la vieille idée d'un « destin manifeste » (*manifest destiny*), « la politique étrangère des Etats-Unis, écrit encore William Pfaff, a toujours reposé sur la conviction que la modernisation, l'occidentalisation et l'américanisation sont des bienfaits sans mélange et solidaires, indispensables à l'instauration d'un ordre satisfaisant dans la société [...]Le simple fait que les Etats-Unis sont aujourd'hui la seule superpuissance et la plus forte économie du monde sape l'ordre établi, qui n'est pas un système unitaire, et qui ne peut que résister à une hégémonie, comme l'histoire l'a amplement démontré. Et pourtant, ces interventions américaines lourdes de déstabilisation et de conflits reposent toujours sur la conviction qu'elles sont porteuses de stabilité, de progrès, de démocratie, de croissance, de développement, et de normes sociales plus humaines. Et quand leurs conséquences s'avèrent négatives, c'est qu'il faut redoubler d'efforts. Le destin des autres nations doit finir par converger avec celui de l'Amérique » (78).

Cette idée que les Etats-Unis ont pour mission d'ouvrir la route à l'humanité, cette idée que le monde finira par s'intégrer à un modèle américain dont l'intrinsèque supériorité ne saurait être contestée par personne, cette idée que les valeurs politiques et les normes morales américaines doivent être adoptées par tout un chacun, les récalcitrants étant assimilés à un « axe du mal » qui doit être éradiqué par tous les moyens, voilà très précisément ce que nous n'admettons pas.

L'Union soviétique avait des « satellites », l'Amérique a des vassaux. Les Etats-Unis croient qu'ils peuvent à la fois dominer d'autres pays et s'allier avec eux. Leur conception de l'alliance, c'est une conception où l'Amérique fait la cuisine, tandis que les Européens font la vaisselle. Mais les Etats-Unis ne sont, pas plus que la Turquie, une puissance européenne. Leurs intérêts sont différents — et leur façon de les défendre diffère de la nôtre.

Dans un discours resté célèbre, George W. Bush s'était demandé comment il était possible de ne pas aimer l'Amérique. La réponse qu'il donnait lui-même à cette question (« Nous savons à quel point nous sommes bons ! ») était que ce que l'on reproche aux Etats-Unis, ce ne sont pas leurs défauts, puisqu'ils ne sauraient en avoir, mais leurs qualités — ce qui revenait à considérer tous les critiques comme autant de malades, de criminels ou de pervers. On voit par là combien George W. Bush et Oussama Ben Laden voient pareillement le monde en noir et blanc (79). Bush et Ben Laden appartiennent au même monde, celui de l'ennemi absolu, du Bien et du Mal absolus, de la mobilisation totale au nom d'une divinité unique, au nom de l'idéologie du Même, au nom de l'Unilatéral et de l'Unidimensionnel. Bush parle de « croisade », comme Ben Laden parle de « *jihad* » : l'un et l'autre veulent mener une « guerre sainte » contre les « infidèles » qui ne partagent pas leur façon de voir. Les mécréants doivent être convertis ou détruits. L'« axe du mal » dont parle George W. Bush comprend tous les Etats qui s'opposent à l'instauration de la « démocratie de marché ». Dans cette optique, il n'y a pas de tierce position possible, pas de *tiers* envisageable : « Qui n'est pas avec nous est contre nous ».

Nous n'adopterons pas cette façon de voir. Nous ne raisonnerons pas en termes de Bien et de Mal absolus. Mais nous dirons que l'Amérique, qui est aujourd'hui le principal « Etat voyou » du monde, est notre ennemi principal.

L'ennemi principal n'est pas nécessairement celui que l'on déteste le plus ou celui avec lequel on a le moins d'affinités. Il est seulement l'ennemi le plus puissant, celui dont les agissements se manifestent avec le plus d'ampleur, celui dont l'emprise est la plus constante et la plus forte, celui dont les produits inondent le plus les médias, celui qui dispose du plus grand nombre de moyens de surveillance, celui qui est le plus à même de peser sur les marchés financiers, celui dont la présence militaire dans le monde est la plus forte, celui dont dépendent le plus grand nombre de compagnies multinationales.

L'ennemi le plus puissant est celui qui façonne l'imaginaire. Or, nous vivons aujourd'hui dans l'imaginaire de la marchandise. A bien des égards, même l'hyperpuissance américaine dépend de la Forme-Capital, ce qui revient à dire qu'elle n'en est que l'instrument. Ce n'est pas le capitalisme mondial qui est au service des Etats-Unis, même si ceux-ci en sont les principaux bénéficiaires, mais les Etats-Unis qui sont au service du capitalisme mondial. Rien ne menace plus l'identité des peuples que cette logique de la Forme-Capital, pour laquelle toute particularité culturelle et humaine représente un obstacle à supprimer. Rien ne menace plus l'existence simplement humaine que la généralisation des valeurs marchandes, le culture du profit et la dictature du marché. Rien ne menace plus la diversité que l'imposition unilatérale de la logique du capital. Mais nous savons aussi qu'à long terme,

comme l'a écrit Pierre Hassner, « la complexité du monde se vengera » (80). Et ce sera notre honneur d'y avoir contribué.

Je citerai pour finir ces quelques mots du philosophe Alain Badiou : « S'il existe une grande puissance impériale unique et toujours convaincue que ses intérêts les plus brutaux coïncident avec le Bien [...]; si cet Etat livré à la démesure militaire n'a d'autre idole publique que la richesse, d'autres alliés que des servants, et d'autre vue des autres peuples que marchande, indifférente et cynique ; alors la liberté élémentaire des Etats, des peuples, des individus, est de tout faire, de tout penser, pour se soustraire, autant qu'il est possible, aux commandements, aux interventions et aux ingérences de cette puissance impériale [...] Aujourd'hui, il ne saurait y avoir la moindre liberté politique, la moindre indépendance de l'esprit, sans une lutte constante et opiniâtre contre l' *imperium des USA* » (81).

Ce sera aussi ma conclusion.

A. B.

1. Entretien avec Renaud Girard, in *Le Figaro*, Paris, 13 décembre 2002.

2. Le 16 mars 1988, les forces irakiennes lancèrent une attaque au gaz contre le village kurde de Halabaja, qui aurait fait environ 5 000 victimes. Les Etats-Unis ne manifestèrent à l'époque aucune indignation contre cette opération qui fut réalisée avec des hélicoptères américains. Quatre mois plus tard, le géant américain de la construction Bechtel, proche du parti républicain, annonçait qu'il allait construire en Irak une importante usine de produits chimiques. Ajoutons qu'en 1925, les Anglais avaient eux-mêmes bombardé avec des gaz empoisonnés la ville kurde irakienne de Salaïmaniya, et que ce fut la première fois que cette arme fut déployée par avion.

3. Les installations nucléaires israéliennes de Dimona, dans le désert du Neguev, ont permis depuis 1966 de produire près de 400 ogives nucléaires, au rythme de 10 bombes atomiques par an. L'Institut israélien de recherches biologiques chargé de la mise au point des armes bactériologiques et chimiques a été créé en 1952 à Nes Ziona, à 18 km au sud-est de Tel-Aviv. Selon une enquête parue en janvier 1994 dans *Le Nouvel Observateur*, au moins « quarante-trois types d'armements non conventionnels, des virus aux toxines de champignons en passant par les bactéries et les poisons de synthèse », ont été mis au point dans ce centre de recherches. A l'instar des Etats-Unis, Israël a toujours refusé de ratifier la convention internationale de 1993 bannissant les armes chimiques.

4. Cf. Sami Naïr, « La ligne de Bush est claire : la guerre », in *Libération*, Paris, 25 novembre 2002, p. 7.

5. « In Praise of the Bush Doctrin », in *Commentary*, New York, septembre 2002.

6. Sami Naïr, « Le pétrole, véritable enjeu de la guerre américaine en Irak », in *Libération*, Paris, 13 janvier 2003, p. 9.

7. C'est également pour cette raison que les Etats-Unis ont recommencé depuis quelques années à s'intéresser à l'Afrique noire. Le 25 janvier 2002, un symposium sur l'importance du pétrole africain au regard des priorités américaines en matière de sécurité nationale s'est déroulé à Washington à l'initiative de l'Institute for Advanced Strategic and Political Studies (IASPS), organisation dont le siège est à Jérusalem. Un groupe de travail permanent (African Oil Policy Initiative Group), comprenant des membres de l'administration Bush, de la Chambre des Représentants et du Sénat, a été créé à l'issue de cette rencontre. L'une de ses premières recommandations a été de « faire du pétrole africain une priorité pour la sécurité nationale américaine d'après le 11 septembre ». A l'heure actuelle, 15,3 % des importations américaines de pétrole proviennent de l'Afrique sub-saharienne. Parmi les pays les plus directement concernés figurent le Nigéria, l'Angola, la Guinée équatoriale, le Congo Brazzaville et la Côte d'Ivoire.

8. Cf. Michael Klare, « Les vrais desseins de M. George Bush », in *Le Monde diplomatique*, Paris, novembre 2002, pp. 1 et 16.

9. L'Irak ne compte que 2 000 puits de pétrole (contre un million au Texas), et sur cinq nouveaux forages en Irak, quatre fournissent effectivement du pétrole contre moins d'un sur cinq en Arabie séoudite.

10. L'accord de partage de la production entre un pays et une compagnie pétrolière permet à cette dernière d'inscrire les réserves qu'elle contrôle dans son bilan (les droits de prospection et de forage sont assimilés à des actifs tangibles), et donc de bénéficier d'une surcote boursière. Cet accord se distingue de l'autre type de contrat, la simple prestation de services, qui n'a pas le même effet positif sur le titre. Les Etats-Unis font par ailleurs pression sur les pays producteurs avec lesquels ils ont conclu des contrats en les incitant à investir massivement chez eux les revenus que leur assure la rente pétrolière. Les pétromonarchies possèdent actuellement 800 milliards de dollars investis en Occident, pour seulement 160 milliards investis dans leurs économies nationales, ce qui rend leurs avoirs totalement tributaires de la situation économique des pays occidentaux, et limite d'autant leur marge de manœuvre politique.

On notera également que l'industrie pétrolière s'est entièrement restructurée depuis quinze ans, dans un sens de plus en plus monopolistique. Créée en 1909, la British Petroleum (BP) a d'abord fusionné en août 1988 avec la société pétrolière américaine Amoco, donnant ainsi naissance à la troisième compagnie pétrolière et gazière du monde, avec une capitalisation de marché de 110 milliards de dollars. BP a ensuite fusionné avec la société américaine Arco (Atlantic Richfield), se hissant ainsi au deuxième rang mondial derrière Exxon, avec une capitalisation de marché de 184,2 milliards de dollars. Peu après, Exxon a fusionné à son tour avec Mobil, donnant naissance à une compagnie disposant d'une capitalisation de marché de 244 milliards de dollars, de 164 milliards de dollars de revenus et de 21 milliards de barils de réserves de pétrole prouvées ! Citons encore la fusion intervenue en septembre 1999 entre Elf Aquitaine et le groupe franco-belge TotalFina, qui a fait de ce dernier le quatrième groupe pétrolier mondial, la reprise en octobre 2000 de Texaco par Chevron, et la fusion intervenue en novembre 2001 entre Conoco et Phillips. A l'heure actuelle, les trois plus grands groupes du monde sont Exxon-Mobil, BP Amoco & Arco et Royal Dutch/Shell. Deux de ces trois compagnies étant anglaises ou anglo-hollandaises, on ne s'étonnera pas de voir l'Angleterre et les Pays-Bas se déclarer si souvent solidaires des Etats-Unis. Les bénéfices de ces géants du pétrole sont d'ordre astronomique. En 2000, les profits des cinq plus importantes compagnies ont plus que doublé pour atteindre un total combiné de 565 milliards de dollars. Cette concentrationn de l'industrie pétrolière illustre à la perfection la façon dont la« libre concurrence » aboutit en fait dans tous les domaines à la formation de monopoles ou

d'oligopoles géants.

11. Cf le document intitulé *Joint Vision 2020*, émanant du comité des chefs de l'état-major américain, qui qualifie la Chine de menace directe pour les Etats-Unis. Dans un autre document, publié en l'an 2000 sous le titre *Present Dangers. Crisis and Opportunity in American Foreign and Defense Policy*, Robert Kagan et William Kristol n'hésitaient pas à tracer un parallèle entre la position des Etats-Unis vis-à-vis de la Chine et celle de l'Allemagne au début des années trente vis-à-vis de l'Allemagne nazie !

12. Cf. Aymeric Chauprade, « Comment l'Amérique veut vaincre la Chine », in *La Nouvelle Revue d'histoire*, Paris, 2, septembre-octobre 2002, pp. 56-59, qui estime que « le défi chinois est la priorité de la pensée géopolitique américaine ».

13. Cf. *The Washington Post*, Washington, 18 août 2002.

14. William Pfaff, « La politique étrangère américaine », in *Commentaire*, Paris, 98, été 2002, p. 295.

15. Ibid., p. 297.

16. « Etats-Unis : l'empire de la force ou la force de l'empire ? », in *Cahiers de Chaillot*, Paris, 54, septembre 2002.

17. *Does America Need a Foreign Policty? Toward a Diplomacy for the 21st Century*, Simon & Schuster, New York 2001, p. 17.

18. « The Unipolar Moment », in *Foreign Affairs*, Washington, printemps 1991.

19. *Le grand échiquier. L'Amérique et le reste du monde*, Bayard, Paris 1997, p. 68.

20. Cf. Frances Fitzgerald, « George Bush and the World », in *The New York Review of Books*, New York, 26 septembre 2002.

21. Cf. Gore Vidal, « The Enemy Within », in *The Observer*, London, 27 octobre 2002. A propos des attentats de New York et de Washington, Raoul Vaneigem a écrit: « N'eussent été les innocentes victimes des attentats du 11 septembre 2001, ils auraient été des millions de par le monde à s'esclaffer sans vergogne en voyant s'écrouler ces tours de morgue et de merde, ces bubons d'une peste urbanistique partout propagée par l'appât du gain, ces joyaux d'un univers concentrationnaire climatisé, s'émiettant sous les coups de la violence qu'il engendre. En vérité, nul ne l'ignore : ils furent bel et bien, sous l'hypocrisie des lamentations officielles, des millions à jubiler en s'avisant qu'à piétiner les peuples, dans les vendanges du sang, les pieds du colosse n'étaient plus guère que des moignons pourris» (*Pour l'abolition de la société marchande*, Payot, Paris 2002).

22. « Considérations philosophiques sur quelques faits récents», in Alain Brossat, Jean-Paul Curnier et Michel Surya (éd.), *Vainqueurs/vaincus. Un monde en guerre*, Léo Scheer, Paris 2002, p. 24. Cf. aussi Noam Chomsky, *De la guerre comme politique étrangère des Etats-Unis*, Agone, Marseille 2002.

23. Pareils discours se font aussi entendre parfois en Grande-Bretagne. Conseiller personnel de Tony Blair pour les affaires étrangères, Robert Cooper s'est ainsi prononcé sans états d'âme pour un retour aux conquêtes coloniales. « L'opportunité sinon la nécessité de la colonisation sont aussi grandes qu'elles l'étaient au XIX[e] siècle, écrivait-il récemment [...] Lorsqu'il s'agit d'Etats situés en dehors du continent postmoderne européen, nous devons revenir aux méthodes plus dures d'une ère précédente : la force, l'attaque préventive, la ruse,

bref, tout ce qui est requis pour s'occuper de ceux qui vivent encore dans la guerre de tous contre tous » (« The New Liberal Imperialism », in *The Observer*, Londres, 7 avril 2002). Cooper ajoute que ce dont on a le plus besoin aujourd'hui, c'est d'« une nouvelle forme d'impérialisme, acceptable du point de vue des droits humains et des valeurs cosmopolites» (ibid.) !

24. « Les dessous inavouables de la guerre à l'Irak », in *Balkans-info*, Paris, décembre 2002, p. 2. Sur la nouvelle doctrine américaine, cf. aussi Max Boot, *The Savage Wars of Peace. Small Wars and the Rise of American Power*, Basic Books, New York 2002 ; Andrew Bacevich, *American Empire*, Harvard University Press, Cambridge 2002 ; Eliot A. Cohen, *Suprem Command. Soldiers, Statesmen, and Leadership in Wartime*, Free Press, New York 2002.

25. Pour une critique de l'actuel unilatéralisme américain, cf. Joseph S. Nye Jr., *The Paradox of American Power. Why the World's Only Superpower Can't Go it Alone*, Oxford University Press, Oxford 2002 ; Douglas Kellner, *September 11 and Terror Wars. The Bush Legacy and Risks of Unilateralism*, Rowman & Littlefield, 2003.

26. *The National Security Strategy of the United States of America*, Washington 2002. Le document précise également que « la différence entre politique intérieure et politique étrangère tend aujourd'hui à s'effacer » et que, dans cette perspective, « l'Amérique aura besoin de bases et de cantonnements en Europe occidentale, en Asie du Nord-Est et bien au-delà».

27. Cf. Paul-Marie de La Gorce, « Ce dangereux concept de guerre préventive », in *Le Monde diplomatique*, Paris, septembre 2002, pp. 10-11. L'auteur rappelle que la doctrine de la légitimité des guerres préventives repose sur l'idée qu'il est possible de prévoir avec certitude ce qui va se passer à l'avenir. Or, certitude et prédiction sont contradictoires.

28. Cf. Kenneth N. Waltz, « NATO Expansion, a Realist's View », in *Contemporary Security Policy*, août 2000, p. 29.

29. *International Herald Tribune*, New York, 3 octobre 2002. Dans un article du *New York Times*, Henry Kissinger n'a d'ailleurs pas hésité à suggérer que l'on proclame officiellement l'abrogation de ce traité qui établissait le respect des frontières, l'intégrité territoriale et l'indépendance des nations.

30. Cf. Ignacio Ramonet, « Vassalité », in *Le Monde diplomatique*, Paris, octobre 2002, p. 1.

31. « Vers la fin du désarmement ? », in *Libération*, Paris, 22 avril 2002, p. 16).

32. Près d'un millier de Talibans qui s'étaient volontairement rendus en novembre 2001, à Kunduz, aux troupes de l'Alliance du Nord ont été volontairement étouffés dans des conteneurs scellés lors de leur transfert vers la prison de Sheberghan. 200 à 300 hommes se trouvaient entassés dans chaque conteneur. Ils y ont agonisé pendant cinq jours, en plein soleil, avant de mourir d'asphyxie, de soif et de faim. Lorsqu'on ouvrit les conteneurs, il ne restait plus «des occupants qu'un amas d'urine, de sang, de matières fécales, de vomi et de chairs en décomposition » (Jamie Doran). Les officiers américains présents sur place ont non seulement laissé faire, mais conseillé à leurs alliés afghans d'achever les prisonniers et de faire disparaître les conteneurs, trop repérables par satellites. Les corps ont été enterrés dans le sable du désert, à Dasht-e Leili. « Qui lève la voix, a demandé l'écrivain Michel del Castillo, pour défendre la mémoire de ces misérables qui ont agonisé durant des jours, frappant de leurs poings contre la tôle chauffée à blanc ? Qui réclame une enquête impartiale ? Pas un de nos petits-maîtres n'a non plus crié son indignation devant les enfants irakiens, morts dans les hôpitaux, faute de médicaments, d'épuisement et d'inanition, victimes du blocus imposé par l'Amérique » (« Irak : contre la guerre qui vient », in *Le Monde*, Paris, 11 septembre 2002). Cf.

Babak Dehghanpisheh, John Barry et Roy Gutman, « The Death Convoy of Afhanistan », in *Newsweek*, New York, 26 août 2002 ; Jamie Doran, « Un massacre que personne ne pouvait ignorer », in *Marianne*, Paris, 2 septembre 2002, pp. 34-36 ; Jamie Doran, « Ces charniers afghans si discrets », in *Le Monde diplomatique*, Paris, septembre 2002, pp. 1 et 16-17.

33. Le 9 octobre 2002, le commandant de la base de Guantanamo, le général Rick Baccus, a été relevé de ses fonctions en raison de ce que la presse a pudiquement appelé un « désaccord philosophique sur les méthodes d'interrogatoire des prisonniers », c'est—à-dire en clair de son refus de couvrir plus longtemps le recours à la torture (*Washington Post*, 14 octobre 2002).

34. « Les Etats-Unis exagèrent la menace pour mobiliser et pour justifier leur politique », souligne Pascal Boniface (*Le Figaro*, Paris, 20 novembre 2002).

35. « Géopolitique de l'Islam », in *La Nouvelle Revue d'histoire*, Paris, janvier-février 2003.

36. Si l'on additionne l'aide militaire, l'aide économique, les intérêts avancés sur les prêts garantis, les avantages en nature et autres subventions, on constate que l'Etat d'Israël a reçu, entre 1949 et 1996, la somme astronomique de 84,8 milliards de dollars de la part des Etats-Unis, soit un total de 14 630 dollars par Israélien. Cette somme est inférieure au total de l'aide apportée durant la même période par Washington à l'ensemble des pays d'Afrique noire et d'Amérique latine. En tenant compte des intérêts acquittés par les Etats-Unis pour emprunter l'argent nécessaire à ce soutien, ces 84,8 milliards de dollars ont coûté aux citoyens américains la somme totale de 134,7 milliards en dollars constants. Cf. l'ouvrage de Richard H. Curtiss, ancien fonctionnaire au Secrétariat d'Etat et rédacteur en chef du *Washington Report on Middle East Affairs*, *True Lies About US Aid to Israel*, 1997, pp. 43-45. Cf. aussi Stephen Zunes, *La poudrière*, Parangon, Paris 2002. On notera par ailleurs qu'Eliot Abrams, nommé en décembre 2002 à la tête du département du Proche-Orient au Conseil national de sécurité, est connu pour le soutien sans faille qu'il a toujours apporté à la politique d'Ariel Sharon. Ce même personnage avait été nommé en juin 2001 responsable du bureau « démocratie et droits de l'homme » au Conseil national de sécurité, après avoir mis sur pied le trafic d'armes en faveur des Contra du Nicaragua, activité éminemment humanitaire qui lui aurait valu de se retrouver en prison s'il n'avait pas été amnistié par George Bush père en 1992, quelques jours avant la fin de son mandat.

37. Cf. William Safire, « You Are a Suspect », in *New York Times*, New York, 14 novembre 2002.

38. Gilbert Charles, « Délation made in USA », in *L'Express*, Paris, 5 septembre 2002.

39. *International Herald Tribune*, New York, 20 février 2002. Les relations entre ce bureau et le sous-secrétariat d'Etat à la diplomatie publique fut confié à un Groupe militaire d'information internationale (IMIG) dirigé par le colonel Brad Ward.

40. Le 9 décembre dernier, Edward Luttwak, conseiller du président Bush, déclarait à la télévision : « Chirac a une addition à payer à Washington, et à Washington il a été décidé de lui faire payer cette addition [...] Chirac, il a voulu manger aux dépens des Etats-Unis sur la scène diplomatique et, évidemment, il va le payer ».

41. *Naissance et déclin des grandes puissances*, Payot, Paris 1989,

42. Emmanuel Todd, *Après l'Empire. Essai sur la décomposition du système américain*, Gallimard, Paris 2002 ; Immanuel Wallerstein, « The Eagle Has Crash Landed », in *Foreign Policy*, juillet-août 2002. Cf. aussi Chalmers Johnson, *Blowback. The Costs and Consequences*

of American Empire, Henry Holt & Co., New York 2000 ; Kevin Phillips, *Wealth and Democracy. A Political History of the American Rich*, Broadway Books, New York 2002.

43. Une famille de quatre personnes est considérée comme « pauvre » aux Etats-Unis quand son revenu est inférieur à 18 000 dollars par an, et comme « très pauvre » quand son revenu est inférieur à la moitié de cette somme.

44. En 1991, la guerre du Golfe avait déjà coûté 61,1 milliards de dollars, mais ce sont les alliés de Washington qui avaient épongé 60 % de l'addition (48,4 milliards de dollars). Une nouvelle offensive contre l'Irak devrait coûter au moins 100 milliards de dollars, dont les Etats-Unis pourraient avoir à payer eux-mêmes la plus grande partie.

45.« L'univers reformaté, in *De defensa*, Bruxelles, 25 février 2002, p. 4.

46. Art. cit., p. 299.

47. In Richard Farnetti et Ibrahim Warde, *Le modèle anglo-saxon en question*, Economica, Paris 2000.

48. C'est-à-dire le PIB calculé au moment même, par opposition au PIB réel, qui ne tient pas compte de l'effet de la hausse des prix.

49. Au cours des quinze dernières années, le rapport entre la rémunération moyenne des principaux dirigeants d'entreprises (« *chief executives* ») et celle de leurs salariés est passé de 42 contre 1 à 400 contre 1 ! En 2001, Jean-Marie Messier a disposé d'un revenu de 36,2 millions d'euros (dont 5,12 millions de salaire). Lindsay Owen-Jones, PDG de L'Oréal, a touché 21,26 millions d'euros (dont 5,5 millions de salaire), Bernard Arnault (LVMH) 15,38 millions d'euros, Jean-Luc Lagardère 14,72 millions d'euros. Les présidents des 40 sociétés qui composent le CAC 40 ont reçu en moyenne un salaire de 1,7 million d'euros ajouté à 5,3 millions d'euros de stock-options, soit un total de 7 millions d'euros. Cf. Airy Routier, « Patrons : le choc des salaires », in *Le Nouvel Observateur*, Paris, 27 juin 2002, pp. 14-24.

50. La société Enron, basée à Houston (Texas), a reçu de 1996 à 2001 la palme de l'entreprise « la plus innovante » décernée par le magazine *Fortune*. En 2000, le *Financial Times* la nomma « groupe énergétique de l'année », tandis que *The Economist* qualifiait son patron, Kenneth Lay, de « messie de l'énergie » (sic). Ajoutons que cette société est l'entreprise américaine qui a le plus contribué financièrement à la campagne électorale de George W. Bush et que l'actuel secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, en était l'un des principaux actionnaires. Le PDG d'Enron, Kenneth Lay, parrain financier et ami intime de George W. bush, lui avait fourni à titre personnel ou à travers son entreprise plus de deux millions de dollars. Cf. Charles Lewis, *The Buying of the President 2000*, Avon Books, New York 2000.

51. Cf. par exemple « How Corrupt is Wall Street? », in *Business Week*, 12 mai 2002 ; « System Failure », in *Fortune*, 24 juin 2002.

52. Ibrahim Warde, « Faiseurs de krach boursier », in *Le Monde diplomatique*, août 2002, p. 28.

53. « L'économie touchée au cœur », in *Le Nouvel Observateur*, Paris, 24 octobre 2002, p. 110.

54. Lucien Osmont et Régis Turrinsi, « Profits mal acquis... », in *Libération*, Paris, 2 octobre 2002, p. 5.

55. L'ultralibéral Pascal Salin, par exemple, va jusqu'à nier l'existence de la moindre crise du capitalisme. Commentant la succession de scandales et de faillites qui s'est déroulée en 2001, il écrit très sérieusement : « Ces expériences récentes devraient logiquement conduire à une plus grande confiance dans les capacités d'autorégulation du capitalisme [...] N'est-il pas en effet extraordinaire que les faillites, les falsifications comptables ou les erreurs stratégiques, soient si rares [sic] [...] Quant aux petits actionnaires, ils savent bien qu'une action comporte toujours une part de risque [...] La sécurité absolue ne peut pas être donnée à tout le monde, sauf dans un monde idéal qui, ne pouvant pas exister, ne mérite pas qu'on s'y attarde» (« Le capitalisme est-il en crise ? », in *Le Courrier de la liberté*, Paris, 30 juillet 2002, pp. 6-7) !

56. Cf. Joseph E. Stiglitz, *Globalization and Its Discontents*, Norton, New York 2002 (trad. fr. : *La grande désillusion*, Fayard, Paris 2002). Prix Nobel d'Economie en 2001, Stiglitz a lui-même travaillé de 1997 à 2000 à la Banque mondiale et a été l'un des conseillers économiques de Bill Clinton. Il dénonce aujourd'hui un « capitalisme de connivence » dirigé par des « bolcheviques du marché » (« Pourquoi le capitalisme a perdu la tête », in *Le Nouvel Observateur*, Paris, 18 juillet 2002, pp. 54-56). Sur les effets concrets de la politique du FMI, cf. aussi Amy Chua, *How Exporting Free Market Democracy Breeds Ethnic Hatred and Global Instability*, Doubleday, New York 2002.

57. « Ceux qui ont ruiné l'Argentine », in *Le Nouvel Observateur*, Paris, 10 janvier 2002, p. 45. Cf. aussi Bernard Maris, « Les staliniens de l'économie », in *Libération*, Paris,2 janvier 2002, p. 8.

58. Cf. Jean-Philippe Bouchaud, « Le mythe funeste des marchés efficients », in *Le Monde*, Le Monde 8 janvier 2003.

59. Cf. Jacques Julliard : « L'Europe, ce machin ! », in *Le Nouvel Observateur*, Paris 9 janvier 2003, pp. 34-35. Julliard estime, non sans tristesse, que «l'Europe de demain sera nécessairement atlantiste et néolibérale». « L'Europe, écrit-il, sera ultralibérale non par volonté, mais par défaut. Par défaut de volonté. Par insuffisance d'être. Par pleutrerie. Elle est ce que le général de Gaulle avait dit un jour un peu injustement de l'ONU : qu'elle était un "machin" [...] Eh bien, c'est cela : par égoïsme, par manque d'ambition, par instinct de servitude volontaire, l'Europe est en train de devenir un machin. Dans un monde ultralibéral, cette Europe sera nécessairement libérale. Dans un monde atlantiste, cette Europe sera américaine. Dans un monde américain, cette Europe risque d'être un dominion [...] Un tel monstre politique ne pourra, c'est une évidence, que se résigner à être un espace commercial [...] La politique exige une identité et une volonté, c'est-à-dire un passé commun, des idées communes, des passions communes, des intérêts communs. Tout ce que les 25 ou 28 [pays de l'Union européenne] n'ont aucune envie d'avoir. L'Europe de demain sera la victoire posthume de Mme Thatcher et celle, anthume, de Tony Blair. C'est-à-dire, en fin de compte, celle de George Bush. Rien d'autre » (p. 35). Cf. aussi Olivier Ferrand, « Trois scénarios pour l'avenir de l'Europe », in *Esprit*, Paris, janvier 2003, pp. 932.

60. Le 9 décembre 2002, l'*International Herald Tribune* titrait : « Washington, grand vainqueur de l'élargissement de l'Union européenne » !

61. « On n'ose imaginer la réaction de Washington, a écrit Michel Schifres, si un responsable européen téléphonait à Bush pour lui demander d'ouvrir ses frontières avec le Mexique ! » (« L'arrogance américaine », in *Le Figaro*, Paris, 13 décembre 200

62. Cf. François Lund, « Un nouvel axe Russie-Israël ? », in *Esprit*, Paris, décembre 2002, pp. 178-182. L'auteur rappelle que l'Union soviétique fut en 1948 le premier Etat du monde à reconnaître Israël et souligne l'importance de l'immigration récente de près d'un million de personnes d'origine russe vers l'Etat hébreu. « L'équipe présidentielle russe, écrit-il, à la différence des "orientalistes" du ministère russe des Affaires étrangères, semble faire le choix,

en tout cas sur le plan intérieur et au niveau bilatéral, d'un soutien de plus en plus affiché à Israël, considéré comme la vraie puissance régionale du Proche-Orient» (p. 179). Constatant que « les Russes et les Israéliens ont un même ennemi, le terrorisme musulman» (p. 180), il précise encore qu'aujourd'hui « les principaux médias russes semblent totalement acquis à la cause israélienne » (p. 181).

63. Cf. Thomas Vallières, « France/Etats-Unis : la grande fracture », in *Marianne*, Paris, 2 septembre 2002, pp. 12-15 ; *Le Monde* », Paris, 11 septembre 2002, p. 4.

64. *Marianne*, Paris, 25 février 2002.

65. Jean-François Revel, *L'obsession anti-américaine*, Plon, Paris, 2002. Cf. Serge Halimi, « L'obsession philo-américaine », in *Le Monde diplomatique*, Paris, novembre 2002, p. 32.

66. Alain Minc, *Epître à nos nouveaux maîtres*, Grasset, Paris, 2002.

67. *Marianne*, Paris, 9 septembre 2002, p. 23.

68. « Crise transatlantique et Europe », 18 mai 2002.

69. *Valeurs actuelles*, 8 mars 2002, p. 15.

70. Dans un article significativement intitulé « Adieu à l'Europe ? », Victor Davis Hanson écrivait récemment : « Mon sentiment personnel est que l'état actuel de tension transatlantique, loin d'être le résultat provisoire d'une dissymétrie dans les relations de pouvoir, est un état naturel entre nous — l'effet de cultures et d'histoires radicalement divergentes [...] Cette situation ne peut que s'aggraver [...] Quel que soit le critère objectif retenu, nous ne sommes plus depuis longtemps des partenaires, et il serait temps d'accepter cette réalité» (« Goodbye to Europe? », in *Commentary*, New York, octobre 2002, p. 23.). Cf. aussi William Pfaff, « Europe-Etats-Unis : l'affrontement en vue », in *Commentaire*, Paris, printemps 1999, pp. 87-95 ; Thomas Friedman, « The End of NATO? Europe Has Better Catch Up », *International Herald Tribune*, New York, 5 février 2002 ; William Hopkinson, « La fin de l'"Atlantique Nord" », in *Critique internationale*, avril 2002, pp. 129-142 ; Anatol Lieven, « The End of the West? », in *Prospect*, Londres, septembre 2002, pp. 20-25.

71. Robert Kagan, « Power and Weakness. Why Europe and the US See the World Differently », in *Policy Review*, Washington, juin-juillet 2002.

72. La publication de ce texte a soulevé de nombreuses réactions. Cf. notamment les commentaires de François Duchêne, André Fontaine, Pierre Hassner et Daniel Vernet parus in *Commentaire*, Paris, 100, hiver 2002-2003. « Kagan lui-même, et ses amis néoconservateurs, écrit Pierre Hassner, devraient comprendre qu'une position qui combine l'unilatéralisme philosophique et pratique, pour laquelle les Etats-Unis revendiquent à la fois le magistère du Bien et du Mal et une liberté d'action complète dans l'emploi de la force à son service, n'est compatible qu'avec soit l'isolement, soit la tyrannie universelle («Puissance et légitimité », p. 788).

73. « L'Europe défiera l'Amérique », in *Le Nouvel Observateur*, Paris, 19 décembre 2002, p. 106. Cf. aussi Charles A. Kupchan, *The End of American Era*, Alfred A. Knopf, New York 2002.

74. « La redistribution de la carte du monde », in *La Une*, Paris, janvier 2003, p. 2.

75. Réponses à un questionnaire du Council on Foreign relations et du German Marshall Fund cité dans un article de Krederic Kempe paru dans le *Wall Street Journal Europe* du 6-8

septembre 2002.

76. Cf. Henri de Grossouvre, *Paris-Berlin-Moscou. La voie de l'indépendance et de la paix*, L'Age d'homme, Lausanne 2002.

77. Ulrich Beck, *La société du risque*, Aubier, Paris 2001 [1ère publication en 1986].

78. Art. cit., pp. 293 et 298.

79. cf. Arundhati Roy, *Ben Laden, secret de famille de l'Amérique*, Gallimard, Paris 2001.

80. *Le Monde*, Paris, 29-30, septembre 2002.

81. Art. cit., p. 27.